

RAPPORT AU CONSEIL NATIONAL VENDREDI 30 MARS 2018

THIERRY AURY

Dans la situation politique et sociale actuelle, nos initiatives à déployer en lien avec la préparation du Congrès.

Chers camarades,

Je ne peux commencer mon introduction aux débats de notre Conseil national, sans évoquer les deux nouveaux actes dramatiques qui ont suscité une très forte émotion à travers tout le pays ces derniers jours :

- Je veux parler de l'opération criminelle menée dans le supermarché de Trèbes, par un homme se revendiquant de Daesh, provoquant la mort de plusieurs clients et employé du magasin, et aussi celle du lieutenant-colonel de gendarmerie, Arnaud Deltrame, qui, dans un geste d'altruisme héroïque, a sacrifié sa vie pour en sauver une autre.
- Et je pense aussi à cette vieille dame, Mireille Knoll, rescapée de la Rafle du Vel d'Hiv, assassinée parce qu'elle était juive.

Nous nous sommes bien sûr associés par les voix de Pierre Laurent, mais aussi d'André Chassaigne et Pierre Ouzoulias, au Parlement, et aussi par de nombreux élus et responsables communistes, à l'hommage national rendu à toutes les victimes et à la condamnation de ces crimes barbares ; et nous avons réaffirmé, comme nous l'avions fait lors de précédents actes terroristes, l'exigence que, face à la barbarie, à la violence sanglante, à l'obscurantisme, la Nation se rassemble autour des bases humanistes qui fondent notre République, notre démocratie, qu'elle donne force et fasse vivre les idéaux de Liberté, d'Égalité, de Fraternité et qu'elle refuse de céder au racisme, à la xénophobie, aux propagandes de guerre, de peurs, de divisions.

C'est d'ailleurs cet état d'esprit qui a dominé largement à travers le pays, nourri par les propos d'une dignité et d'une humanité formidable de la mère d'Arnaud Beltrame qui, à la question « comment rendre hommage à son fils? », a répondu : « En étant davantage citoyen, faire le bien autour de soi, ne pas avoir peur, continuer de vivre, apprécier la vie, aimer la vie, s'émerveiller devant une fleur qui s'ouvre, devant la mer, la montagne ». Ou à ceux du fils de Mireille Knoll qui refusant l'attitude politicienne des dirigeants du CRIF a dit « moi j'ouvre mon cœur à tout le monde ».

Des propos qui tranchaient tellement avec d'autres voix, à l'extrême-droite ou dans une partie de la droite, qui profitaient de ces drames pour relancer une fuite en avant sécuritaire et de haine, aussi dangereuse pour la démocratie et les libertés qu'inefficace en fait dans la lutte contre le terrorisme.

Sur son blog, le 26 mars, Patrick Le Hyaric, dénonçant ces « bonimenteurs aux postures de facilité qui ne sont qu'impostures », revient dans un texte que je vous invite à lire et faire connaître, sur le fond des réponses à apporter, pointant 4 enjeux :

- 1) Un enjeu de sécurité publique : relevant qu' « enfermer tous les fichés S comme le proposent de concert M. Wauquiez et Mme le Pen, c'est court-circuiter les processus qui permettent aux forces

de l'ordre et aux services de renseignements de remonter des filières et donc de nous prémunir de nouveaux attentats. C'est donc mettre en danger de nouvelles vies humaines ! La sécurité est une affaire de professionnels et de technique qu'il convient de ne pas parasiter par des polémiques stériles. »

- 2) Un enjeu de géopolitique : soulignant que « Les guerres semées par les interventions militaires occidentales depuis trente ans, le chaos qui en résulte et les centaines de milliers de morts, le choc des civilisations mijoté par des cabinets noirs, est une cause essentielle de l'émergence et de la propagation du terrorisme islamiste. Et appelant « La France à repenser la nature de ses alliances pour faire avancer les logiques de paix et non les seules logiques commerciales » pointant en particulier nos relations « avec les monarchies théocratiques qui inspirent et financent la mafia terroriste d'une main, et garantissent les intérêts du marché capitaliste dans sa forme la plus sauvage de l'autre ». Et ajoutant : « Ce n'est pas en fermant les yeux sur les massacres de masse, au Yémen ou en Syrie, ou sur l'épuration ethnique des kurdes par la Turquie d'Erdogan que la France jugulera la menace terroriste. Au contraire, elle laisse ainsi le terreau fertiliser. »
- 3) Un enjeu idéologique : pointant que face aux « réflexes réactionnaires, à la négation des idées de progrès et universalistes, jusqu'aux possibilités de vivre ensemble, quel que soit son culte ou son origine, dans la liberté et l'égalité qui s'affirment partout en Europe et dans le monde arabo-musulman », « l'urgence de faire avancer un projet politique neuf, qui ne peut reposer que sur une visée de progrès social général, en faisant la promotion partout et tout le temps des libertés individuelles et collectives, de l'égalité sociale et politique et de la possibilité d'une fraternité humaine, (...) en remettant l'ouvrage sur le métier sur la grande et fondamentale question de la laïcité. »
- 4) Enfin l'enjeu social : car ce combat d'ordre idéologique ne pourra être mené à bien qu'à la condition de prendre appui sur des progrès réels et matériels pour l'ensemble de la population. « Une urgence nationale devrait être décrétée pour l'égalité sociale et politique, des moyens dégagés pour l'éducation et la culture, les loisirs et le sport, le logement et l'emploi, dans les quartiers aujourd'hui laissés à l'abandon, afin de cesser de faire mentir la promesse républicaine de liberté, d'égalité et de fraternité. Là où progresse la République sociale, pourra reculer l'obscurantisme. »

Cette urgence nationale dont parle le Directeur de l'Humanité, elle est aussi au coeur de cet Appel choc de 100 élus de l'Association Villes et Banlieues, intitulé « le burn out des maires, nous sommes tous Gatignou » : quel que soit ce que nous pensons du parcours improbable du maire démissionnaire de Sevran, nous ne pouvons que nous retrouver dans l'alarme sonnée, une nouvelle fois, par ces élus de toutes sensibilités, qui déclarent : « Nous n'en pouvons plus. Nombre d'entre nous, qui portons à bout de bras les réponses aux besoins d'égalité, de liberté et de fraternité pour les presque six millions d'habitants de nos 900 communes métropolitaines et ultramarines, sommes éreintés. Quand d'autres sont premiers de cordées, nous nous vivons comme premiers de tranchées. Si le maire tombe, c'est toute la République qui chute. » Le même appel après avoir dénoncé « le mépris hautain des ministres à notre endroit et celui de nos concitoyens et le populisme monarchique d'une caste de marquis libéraux qui nuit gravement à la santé de notre République », porte « l'exigence de moyens budgétaires significatifs et immédiats pour la rénovation urbaine et l'accompagnement social, formatif, d'insertion professionnelle, sanitaire, culturel, préventif de la délinquance et des radicalisations, dont ont besoin les habitants de nos quartiers. »

Cet appel en dit long sur la gravité extrême de la situation de nombreuses communes, quartiers, qui se vivent comme des « oubliés de la République ».

Cet appel, comme d'autres avant, tout à la fois crédibilise complètement nos engagements, nos propositions, nos actions pour rompre complètement avec les choix actuels, et pour porter un nouveau progrès social et humain, et montre aussi les possibilités très larges de rassemblement qui peuvent se dessiner à partir du réel.

Oui, tous ces éléments révèlent chaque jour un peu plus l'ampleur et la profondeur de la crise de notre société, blessée, fragilisée, abîmée par des décennies de choix libéraux, aggravés encore par les renoncements et trahisons du quinquennat précédent, avec tous les coups durs portés aux services publics, à la protection sociale, aux moyens des communes et des départements, avec le développement d'un chômage et d'une précarité de masse, alimentant souffrances, colères mais aussi désespérance, divisions, replis sur soi avec toutes les dérives, tous les risques possibles.

Les raisons qui ont amené Marine Le Pen au 2^e tour de la présidentielle, avec plus de 10 millions de voix, sont toujours là – et au passage, puisque la question revient régulièrement dans des discussions autour de nous – nous n'avons pas à regretter notre choix de la faire battre le plus largement possible, et d'avoir ainsi contribué aux difficultés du parti lepeniste, et d'avoir empêché le cauchemar qui aurait été d'en faire l'opposant principal à Macron, même si évidemment cela n'a pas fait disparaître les idées d'extrême-droite.

Pierre Laurent nous invite d'ailleurs dans une tribune parue le 21 mars dans l'Humanité, à « remettre au premier plan de nos combats, le combat antiraciste, en renouvelant l'analyse de ce que nous avons à combattre. »

Pointant que « les racismes d'hier et d'aujourd'hui ne s'évacuent pas les uns les autres. Ils s'additionnent. Tous doivent être combattus », Pierre Laurent rappelle tout d'abord - quelques jours avant l'assassinat de Mireille Knoll et la Marche blanche qui a suivi, que « L'antisémitisme reste un pilier de cette lutte, une exigence à laquelle les communistes n'ont jamais failli, des années 1930 à la Résistance, jusqu'à nos combats actuels contre le révisionnisme des extrêmes droites européennes » ajoutant que « ceux qui persistent, à l'instar de Netanyahu et de ses relais politiques en France, à qualifier d'antisémites nos prises de position contre la colonisation des territoires occupés par Israël en Cisjordanie, rendent un très mauvais service à la cause antiraciste. »

Mais plus largement, Pierre relève que « La mondialisation capitaliste en crise porte en elle l'exploitation et la mise en concurrence sans fin des peuples et des dominés, comme la nuée porte l'orage. (...) Tour à tour, Roms, musulmans, migrants... deviennent la cible. Peu importe la réalité supposée du danger mis en scène, l'essentiel est à chaque fois la construction d'un « ennemi » utile à diviser entre eux les opprimés et les perdants de la mondialisation capitaliste. Le racisme redevient à grande échelle et dans toute l'Europe un des instruments de la domination de classe. (...) » . « Plus encore que la lutte contre les stéréotypes racistes de tous ordres, c'est le combat contre le rapport social d'exploitation de masse, l'instrument de division de notre propre société, la France, qu'est aujourd'hui le racisme, qui doit être considérablement revalorisé dans notre action. »

Je vous invite à lire et faire connaître aussi ce texte de notre secrétaire national, utile dans l'actualité brûlante que nous connaissons.

En lien direct avec cette question, soulignons l'engagement actif des communistes dans la solidarité concrète avec les migrants, fuyant guerres, violences, répressions et misère, et en butte à des traitements scandaleux et inhumains de la part des autorités françaises et européennes. Nous sommes à l'initiative de la rédaction d'un Manifeste pour une France hospitalière et fraternelle, qui va être finalisé suite à une

réunion de travail samedi 24, ici même, avec nos députées Elsa faucillon qui interviendra dans le débat parlementaire au sujet du projet de loi « Asile-Immigration » et Marie-Christine Vergiat qui fait un travail énorme pour le droit à la circulation au niveau européen, mais aussi Florent Gueguen, directeur de la Fédération des Acteurs de la Solidarité et une responsable nationale du Collectif national CGT des travailleurs sans –papiers. Ce Manifeste a la volonté d'être un outil permettant de répondre aux situations d'urgence que certains départements vivent et de proposer une alternative progressiste au projet Collomb qui veut aggraver tous les dispositifs répressifs des deux quinquennats précédents.

Les faits que j'ai évoqués dans cette première partie montre une actualité « grosse de dangers », nous le savons, mais il est évidemment important de mesurer en quoi la situation est aussi « grosses de possibles », et je voudrais pointer maintenant ces possibles qu'il nous faut faire grandir, et je pense que cela devrait occuper une part importante de nos débats et de nos décisions.

Car effectivement, en quelques semaines, nous le sentons toutes et tous, des choses ont bougé, parfois radicalement, et continuent de bouger, avec des évolutions quotidiennes qu'il nous faut suivre très attentivement.

Nous pointions depuis des mois ce paradoxe d'un pouvoir élu par défaut dans les conditions qu'on connaît, et ne disposant pas, d'un soutien populaire, mais fort d'un déficit d'opposition et d'alternative.

Ainsi les Ordonnances sur le Code du Travail, passées en force avec le soutien discret de la Droite, mais sans avoir jamais reçu un assentiment majoritaire dans l'opinion, n'avaient pas provoqué de mobilisations sociales suffisantes pour y faire échec, d'autant que les organisations syndicales avançaient divisées.

Certes, nous avons contribué à l'automne, dans le cadre des débats sur le budget, grâce à nos parlementaires, à coller à Macron, l'image du « Président des riches », avec sa suppression de l'ISF, sa baisse de l'impôt sur les sociétés, contribuant à commencer à faire éclater l'imposture du « ni droite-ni gauche » ou du « de gauche ET de droite ».

Certes nous avons aussi relevé l'échec des candidats LREM lors des Sénatoriales, payant les annonces de baisse de dotations aux collectivités et la suppression des 200 000 contrats aidés notamment et marquant la faiblesse de l'implantation territoriale de Macron.

Mais en même temps, le gouvernement semblait pouvoir dérouler ses projets sans difficultés réelles, s'appuyant sur une majorité absolue à l'Assemblée et la complaisance ou l'embaras de l'UMP et d'une partie du PS sur des choix économiques s'inscrivant dans la continuité des quinquennats précédents.

Or cette fois, le climat général a changé, et le gouvernement semble rentrer dans une zone de tempête, même s'il fait mine d'afficher sa volonté de tenir bon.

Premier coup de tonnerre, l'ampleur de la mobilisation des retraités, le 15 mars, expression d'une forte colère liée à la hausse de la CSG, et d'un mécontentement qu'on avait senti monter au fil des semaines, alimenté par le mépris du pouvoir à l'égard de cette catégorie traitée de « privilégiés » et d'« égoïstes » alors que les sacrifices demandés ne profitent en rien aux autres générations et alors que la conscience grandit des cadeaux consentis aux véritables privilégiés de la fortune.

Mesurons l'ampleur de ce mouvement, avec des manifestations sans précédent dans beaucoup de villes moyennes, des manifestants très au-delà des cercles militants, des couches moyennes inquiètes par la peur du déclassement et de celui de leurs enfants et petits-enfants, et scandalisées par la situation des

EHPAD mobilisés aussi le même jour pour la 2^e fois en quelques semaines (« j'ai peur d'y être un jour », « j'ai peur pour mes parents » ou « je vis cela avec mes parents »).

D'ailleurs l'inquiétude dans les cercles du pouvoir a conduit à « lâcher » une mesure à venir de baisse de la CSG pour 100 000 retraités pour tenter de désamorcer la colère.

Nous devons réfléchir aux initiatives pour nourrir et amplifier ce mouvement, sur tout le territoire, en nous appuyant notamment sur nos militants retraités.

Relayons aussi largement en secteur rural, la pétition (qui est aussi en ligne) lancée pour soutenir notre proposition de revalorisation des retraites paysannes, scandaleusement bloquée par le gouvernement, malgré un soutien large des parlementaires, et que nous allons de nouveau défendre le 16 mai : si la pression monte, nous pouvons l'emporter et ce serait un signe fort pour tous les retraités qu'on peut faire reculer le gouvernement.

Relayons et faisons connaître aussi notre proposition sur les « aidants » aux personnes handicapées et personnes âgées dépendantes, retoquée aussi scandaleusement, et l'exigence de 1 soignant pour 1 malade résident dans les EHPAD, portée par tous les syndicats et associations.

Appuyons nous sur le très fort soutien de l'opinion au mouvement des retraités (81% des français et 92% des plus de 65 ans) et encore davantage pour le mouvement des EHPAD (86% des français et 96% des plus de 65 ans) : ce courant très majoritaire peut y compris ébranler des députés LREM et mettre le gouvernement sur la défensive.

2^e évènement : c'est évidemment l'annonce du projet sur la SNCF, reprenant quelques jours à peine après sa présentation, le thatchérien Rapport Spinetta s'attaquant au statut des cheminots et au service public ferroviaire ;

Or, ce projet s'il semble soutenu au départ par l'opinion (un sondage parle de 69% d'opinions favorables), suscite chez les personnels une forte réaction, avec un mouvement unitaire et une forme inédite de lutte s'inscrivant dans la volonté de tenir dans la durée d'un mouvement long ; et une première convergence avec une journée d'action des fonctions publiques, le 22 mars, à l'appel de 7 syndicats, journée d'action forte, avec à nouveau des manifestations importantes et vécues comme des succès par les participants (+ 50% de participants par rapport au 10 octobre alors que ni la CFDT ni l'UNSA n'appelaient , annonce la CGT).

A noter que le mouvement des fonctionnaires, s'il n'obtient pas un soutien aussi massif que les retraités, est soutenu par 55% des français, (le mouvement des cheminots restant minoritaire dans l'opinion mais avec une évolution à la hausse).

Ces deux journées d'action réussies et vécues comme telles, s'inscrivent aussi dans un paysage marqué par d'autres luttes de salariés dans des secteurs divers, pour les salaires, les conditions de travail, la création d'emplois, ou encore dans les professions de la Justice.

Ce sont aussi de multiples actions des parents, enseignants et élus contre les suppressions de classes, notamment dans le secteur rural, les dédoublements de CP promis par Macron devant se faire sans augmentation suffisante au niveau des effectifs enseignants : nous devons veiller à ce que cette colère du monde rural se vivant lui-aussi comme « oublié de la République » et parfois instrumentalisé par des élus de droite, ne tourne pas à une mise en cause des « quartiers » supposés mieux considérées par le gouvernement, alors que ces mêmes quartiers voient en fait souvent une véritable opération de

bonneteau de la part des autorités académiques qui déshabillent des moyens existants en enseignants supplémentaires sur des écoles pour les transformer en dédoublement de CP.

C'est évidemment aussi le mouvement qui prend soudainement de l'ampleur dans les Universités contre les « réformes » gouvernementales accentuant la sélection et la mise en concurrence, mouvement alimenté aussi par la protestation très large des étudiants contre les violences graves de petits groupes d'extrême-droite et pour le respect des libertés étudiantes de faire grève, de se réunir, de débattre. Des enseignants annoncent aussi aujourd'hui leur appel à boycotter le nouveau système ingérable de sélection qui leur est demandé désormais à l'entrée de l'Université.

Ce sont aussi des actions dans des communes ou des départements, contre les baisses de moyens mettant en cause l'avenir des services publics locaux : à Montataire, dans l'Oise, le 21 mars, c'est un millier d'habitants, agents communaux, militants associatifs qui se sont rassemblés à l'appel de la municipalité et du maire communiste, autour du mot d'ordre « mon association, mon service public, j'y tiens ! », dans le cadre d'une journée valorisant l'apport et l'utilité des services communaux et des associations, avec carte pétition à Macron.

Incontestablement une prise de conscience se fait dans des secteurs croissants de la société, et nous devons consacrer toute notre énergie à faire grandir les convergences, sur la base des revendications propres de chaque catégorie, comme y appelle Philippe Martinez dans une interview à l'Humanité, annonçant une journée d'action interprofessionnelle le 19 avril prochain qui peut et doit être une étape très forte de la construction d'un mouvement social de masse qui mette le pouvoir et le Medef sur la défensive.

Et certains secteurs, comme l'énergie ou les services publics du nettoyage, annoncent leur entrée dans l'action, sans attendre cette date, sur la base de la défense du service public et du refus des privatisations.

Alors que pour l'heure, les autres confédérations restent sur la réserve sur cette journée du 19 avril – FO est dans une certaine expectative avec la tenue prochaine de son Congrès qui verra le départ de Mailly – nous devons prendre toutes les dispositions pour faire connaître largement aux salariés, aux jeunes, aux retraités cette journée d'action mise à la disposition de toutes et tous, du « tous ensemble » : et l'écho que trouvera cette journée dans sa préparation, à la base dans le monde du travail, peut faire bouger bien des lignes « en haut ».

Les sondages récents enregistrent ces bougés : avec 74% des français qui trouvent la politique de Macron « Injuste » et 77% comme « ne rassemblant pas les Français », un sentiment d'injustice de la politique actuelle qui progresse de 6 points en trois semaines !

Concernant l'efficacité économique de la politique menée, le doute persiste : 57% considèrent qu'elle n'est pas efficace pour relancer l'économie et 59% qu'elle ne permet pas d'améliorer la situation du pays.

Enfin, toutes les enquêtes confirment le fort attachement des français aux services publics et 58% craignent qu'ils se dégradent faute d'effectifs et de moyens, ce sentiment n'étant pas sans contradictions sur le statut des fonctionnaires puisqu'une majorité considère qu'ils sont privilégiés.

Au-delà des sondages, notons que les quelques élections partielles, sans vouloir en tirer des enseignements définitifs, sont marquées par une donnée incontestable : le recul des candidats LREM sur fond d'abstention massive.

Il nous faut faire mesurer cette situation évolutive et qui se complique pour le gouvernement et donc ouvre des possibilités pour le mouvement populaire.

Le pari de Macron réaffirmé lors d'un récent séminaire gouvernemental, le 18 mars, est d'afficher sa détermination à « réformer », avec l'annonce de 10 projets de lois dans les 2 mois qui viennent, avec l'objectif d'apparaître comme un Président qui ne recule pas devant les « conservatismes » et veut changer des choses, en multipliant les fronts pour rendre plus difficile les ripostes, en espérant décourager les oppositions par le sentiment d'un bulldozer qui avance malgré tout.

Macron veut s'appuyer pour cela sur une partie de l'opinion, sur les contradictions réelles de la société pointées dans les sondages (comme sur la Fonction publique ou les cheminots), sur la difficulté pour la droite de contester ses choix libéraux en matière économique et sociale, et sur le déficit d'alternative politique progressiste pour l'heure.

C'est d'ailleurs en profitant de cette situation et en cultivant une forme de populisme anti-parlementaire, que le Président voudrait pousser le remodelage institutionnel du pays pour mieux l'adapter aux exigences de la mondialisation capitaliste, en désarmant les résistances, en restreignant tous les espaces de démocratie conquis par notre peuple.

Avec annoncés, la réduction de 1/3 du nombre de parlementaires, le contingentement du nombre d'amendements par groupe, la réduction du temps de débat législatif avec le raccourcissement de la navette parlementaire, la législation en commission, les irrecevabilités... qui feraient du Parlement une simple chambre d'enregistrement et renforceraient encore le poids de l'exécutif et son caractère autoritaire.

Tout cela étant cohérent avec les attaques par ailleurs, contre les droits syndicaux et des représentants du personnel dans les entreprises ou la mise en cause de l'avenir des communes et des départements considérés comme des lieux de résistance potentiels.

Le sentiment antiparlementaire étant malheureusement assez fort dans l'opinion – on peut en juger au succès sur les réseaux sociaux de ces images de députés qui dorment -, suite à des années de désillusions, d'affaires politico-financières, de promesses non tenues, d'une représentation jugée finalement inefficace pour améliorer la vie des gens, il y a besoin de faire mesure largement ce projet dangereux et autoritaire de régression de la démocratie, sur lequel nous exigeons un large débat démocratique au Parlement et dans le pays.

Pourtant ce « pari » de Macron de faire passer en force au pas de charge, ses contre-réformes, a des limites, et n'est pas sans risque pour lui, comme le montre le climat de mécontentement grandissant évoqué précédemment.

En effet, par delà les annonces, les promesses, sa communication, la politique gouvernementale se heurte à la réalité vécue par les français, et commence aussi à se télescoper avec une prise de conscience grandissante du fossé entre les sacrifices demandés à la grande majorité, aux petites gens, face à l'immensité des fortunes accumulées par certains, aux cadeaux faits aux plus riches par ce pouvoir.

Ainsi le chiffre des 80 milliards annuels de l'évasion fiscale des riches, popularisé par les frères Bocquet, mais aussi par des émissions comme Cash investigation ou encore illustré de manière populaire par Fabien Roussel, à travers l'affaire de l'héritage de Johnny ou la facilité d'ouvrir un compte offshore, commence à être connu largement au-delà des cercles militants.

Cette prise de conscience dans l'opinion met le gouvernement sur la défensive, obligé de se justifier de manière de plus en plus difficile sur le « verrou de Bercy » ou de s'engager sur des mesures – encore très insuffisantes – contre cette fraude fiscale notamment des multinationales, tout en faisant voter une loi scandaleuse sur « le secret des affaires ».

Au-delà du chiffre des 80 milliards – plus que le déficit annuel du budget de l'Etat - je pense que nous devrions mettre sur tous nos tracts, journaux, publications diverses, marteler dans toutes nos interventions, nos prises de paroles, quelques chiffres-clés que les richesses existent pour financer d'autres choix :

- 93,4 milliards de bénéfices nets des sociétés du CAC 40 en 2017, record d'Europe (dont la moitié, 47 milliards, versée en dividendes aux actionnaires)
- + 30 milliards de dollars d'augmentation de la fortune de Bernard Arnault, 4^e fortune mondiale, en 2017
- 20 milliards : coût du CICE (cadeau d'impôt aux sociétés) chaque année
- - 3,5 milliards : perte pour le budget de l'Etat, chaque année, résultant de la suppression de l'Impôt Sur la Fortune
- - 5,5 à - 10 milliards : perte pour le budget de l'Etat, chaque année, résultant du plafonnement de l'Impôt sur les Sociétés
- ou encore les 30 milliards mis à disposition sans intérêt chaque mois par la BCE à toutes les banques d'Europe
- Il y a peu le magazine Challenges, pointait qu'en 20 ans, le Produit Intérieur Brut (PIB) français a doublé, passant de 1259 milliards d'euros en 1996 à 2222 en 2017. Dans le même temps, la fortune des 500 personnes les plus riches de France, a été multipliée par sept, passant de 80 à 571 milliards d'euros de 1996 à 2017. La fortune cumulée des 10 Français les plus riches a été multipliée par 12.

Les libéraux enfoncent le clou depuis des années, sur quelques thèmes, inlassablement, jusqu'à ce qu'ils pénètrent dans les têtes quand les conditions sont propices.

A nous de marteler en permanence, de ne pas hésiter à se répéter jusqu'à ce que ces chiffres soient repris massivement dans les discussions, sur les lieux de travail, en famille, au bistrot.

Nous devons enlever un verrou dans les têtes sur les possibilités d'autres choix, alternatifs, faire prendre conscience que le monde du travail produit les richesses nécessaires pour répondre aux besoins de la population, et aux grands enjeux sociaux et environnementaux.

Et cela m'amène à faire le point sur nos initiatives réalisées, en cours et à déployer dans cette situation.

Le 18 novembre 2017, notre feuille de route, adoptée par les animateurs des sections, appelait «l'ensemble des communistes à intensifier, dans tous les domaines, la contestation de la politique du pouvoir Macron, et à construire dans les luttes, les bases d'une politique alternative ». Et nous nous donnions une première étape avec des Etats généraux du Progrès social le 3 février, dont nous avons mesuré la réussite lors du dernier CN, résultat déjà d'une forte implication des militants communistes.

Mais depuis ces deux mois, on peut parler d'une très forte mobilisation des communistes, réellement présents sur tous les fronts, participant de manière active aux luttes, prenant des initiatives de rencontres, de pétitions, d'actions, nourrissant le débat de propositions alternatives, contribuant ainsi à l'évolution de l'opinion dont je parlais tout à l'heure.

L'idée lancée par les parlementaires communistes de Hauts de France d'une Marche vers l'Élysée, le 9 juin, s'inscrit pleinement dans cette démarche : partir des préoccupations, des aspirations, des colères, des luttes ; faire s'exprimer tout cela dans des vidéos, des cahiers, des rencontres ; proposer une initiative qui fasse converger tout cela, à partir du terrain, sans prétendre remplacer les luttes initiées syndicalement ou appeler à se ranger derrière nous ; faire grandir la prise de conscience sur les causes des problèmes et les solutions possibles ; et de premiers échos intéressants reviennent partout où l'on en parle.

Mais beaucoup d'autres initiatives sont en cours et je pense qu'il nous faut faire un point précis de où nous en sommes et des enseignements que nous en tirons.

Je pointerai en particulier deux luttes :

- Celle pour le service public ferroviaire
- Celle pour la Santé publique

Face au projet sur la SNCF, nous avons été extrêmement réactifs, en rendant public un document argumentaire, très complet, dévoilant les vrais objectifs du gouvernement, et mettant dans le débat des propositions précises et concrètes porteuses de l'intérêt général, autour de 4 grands axes : 1) le désendettement de la SNCF (qui n'est pas traité dans le projet gouvernemental alors que c'est la question principale ; comment accepter que la SNCF paie chaque année 2,7 milliards de frais financiers aux banques alors que la BCE verse chaque mois 30 milliards sans intérêt aux banques en Europe, 2250 milliards en 3 ans qui alimentent la spéculation sans répondre aux besoins humains) ; 2) le renforcement du service public (à l'opposé de l'ouverture à la concurrence et à la privatisation qui aggraverait tous les dysfonctionnements actuels) ; 3) les enjeux environnementaux et d'aménagement du territoire (totalement ignorés par le projet gouvernemental en contradiction avec les objectifs sur le climat) ; 4) et le renforcement d'un statut protecteur des salariés à élargir à tout le domaine des transports (pour tirer vers le haut la condition des salariés au lieu de la mise en concurrence et de la régression).

Nos arguments sont d'autant plus crédibles qu'ils s'appuient par exemple sur la mobilisation réussie en Ile de France, pour le Grand Paris Express où nous avons imposé de nouveaux financements pour les investissements ; ou encore sur la nouvelle convention de la région Occitanie avec la SNCF, grâce à l'action des élus communistes et de notre Vice-Président aux Transports, à l'opposé de la mise en concurrence.

Ce document a été transcrit dans un tract à large diffusion, en direction des usagers et des cheminots, et un badge « mon train j'y tiens, SNCF 100% public ! » a été édité, repris largement y compris en visuel sur les réseaux sociaux et devenu une sorte symbole de la mobilisation : ce matin, en gare de Beauvais, la guichetière – que je ne connaissais pas il y a encore une semaine - portait le badge qui était aussi en autocollant sur sa machine à faire les billets, bien visible du public.

D'après un point précis fait auprès de 80 fédés, sur l'objectif de présence devant 900 gares , près de 600 sont déjà faites ou sur le point d'être faites . Dans certains secteurs, comme le Pas de Calais, des élus ont pris le train, pour aller à la rencontre des usagers et discuter. Le 5 avril, Pierre Laurent se rendra sur la ligne

menacée Abbeville-Le Tréport, dans le cadre d'une initiative unitaire prolongeant l'appel des 12 organisations de gauche.

Des échos positifs reviennent de tous ces points de rencontre : liens noués ou renoués avec des cheminots qui se sentent confortés dans leur lutte, et apprécient notre rôle et notre utilité ; discussions avec des usagers permettant de faire avancer le débat d'idées sur les causes réelles des dysfonctionnements actuels de la SNCF et de vrais réponses en faveur d'une qualité du service public.

Nous ne devons pas lâcher et nous inscrire au contraire sur une bataille dans la durée : en poursuivant le tour de toutes les gares, en retournant là où nous sommes déjà allés (car le gouvernement va lui aussi mener la bataille, et beaucoup d'usagers aujourd'hui, ne se sont pas encore faits une opinion définitive, écoutant ce que disent les uns et les autres, et recherchant ce qui sera susceptible d'améliorer nettement leurs conditions de transport au quotidien), en organisant des débats locaux, en proposant aux collectivités de voter des motions, en faisant pression sur les Régions pour qu'elles ne s'engagent pas dans la mise en concurrence.

Dans le domaine de la Santé, nous sommes aussi extrêmement présents, avec la diffusion à 500 000 exemplaires du journal des parlementaires communistes, engagés dans un Tour de France des hôpitaux avec l'objectif de déboucher sur une proposition de loi pour l'hôpital public. Une quarantaine de visites d'hôpitaux sont déjà réalisées et d'autres sont programmées, avec des échos médiatiques non négligeables, dans la presse locale mais aussi les médias régionaux ou même une émission comme C' dans l'Air, avec un reportage sur la visite aux urgences et maternité de l'hôpital de Creil. Notre rôle commence à être identifié par les personnels hospitaliers. Nous sommes très actifs dans les rassemblements en cours contre les fermetures de maternité, de services ou d'hôpitaux y compris comme dans la Nièvre en proposant d'organiser un référendum local.

Cette question de la Santé qui concerne tout le monde, peut être une bataille qui rassemble très largement, et peut ouvrir des brèches dans les choix libéraux : il est symptomatique que la Ministre de la Santé soit contrainte - pour l'instant seulement dans les mots - de dire qu'elle veut « réduire la part de la tarification à l'activité » que nous combattons depuis sa création, et que « cela la choque quand elle entend qu'un hôpital cherche des parts de marché par rapport à une clinique privée ».

Il ne s'agit évidemment pas d'avoir une quelconque illusion sur Mme Buzin qui a fait voter un budget de restrictions pour la Santé et les hôpitaux, mais de voir qu'à son corps défendant, elle donne du crédit à notre combat pour un service public de santé.

Une rencontre nationale à l'initiative de la Commission Santé, aura lieu ici, le 21 avril, pour actualiser notre projet sur la Santé.

Sur la base des libéralisations et privatisations en cours menées depuis une vingtaine d'années, et qui n'ont abouti qu'à un moins bon service aux usagers, des tarifs plus chers, une dégradation des conditions de travail des salariés, nous pouvons certainement engager une contre-offensive, dans un contexte où nous pouvons être mieux entendus, écoutés.

Cela pose en pratique toute une série de questions qui sont au cœur des débats que nous voulons avoir dans le cadre de la préparation de notre Congrès :

- Sur le sens du combat communiste aujourd'hui, avec les questions des biens communs, des services publics, de l'humain d'abord au lieu de la finance d'abord , avec les questions de « qui

décide de l'utilisation des richesses créées» et donc de la démocratie, du pouvoir du peuple dans la cité, du monde du travail dans l'entreprise et les services publics.

Ces questions ont été au cœur des Etats Généraux du Numérique, organisés début mars, ici même, et qui ont été une réussite comme le souligne Yann Le Pollotec qui en a été la cheville ouvrière : un public très divers de plus de 350 participants, dont beaucoup de jeunes, sur deux jours et treize ateliers, un moment de rencontre fort entre notre Parti, ses militant-e-s, les citoyen-ne-s, et les acteurs/trices de la révolution numérique, un lieu ouvert de construction collective et participative d'une pensée politique critique du numérique débouchant sur des luttes émancipatrices ; Nombre d'intervenants qu'ils soient chercheurs, syndicalistes ou activistes du numérique ont tenu à souligner publiquement que le PCF était le seul parti à développer une pensée critique de la révolution numérique et à la confronter avec le mouvement de la société, et après l'assassinat politique du Conseil national du numérique par Macron, l'un des premiers prolongements de cet événement est la décision de constituer un Conseil citoyen du numérique qui serait un lieu d'échanges et de constructions d'une pensée critique et progressiste de la révolution numérique, en lien avec tous les combats émancipateurs de notre sociétés.

Ces questions seront présentes aussi, sous d'autres formes, dans les débats à venir des Assises de l'Écologie, les 4 et 5 mai, précédées le 8 avril, par l'action symbolique et spectaculaire d'une chaîne humaine autour du Barrage de Sautet, dans l'Isère, pour marquer la volonté de maintenir dans le domaine public, ce qui est la seule source de stockage d'énergie propre actuelle, atout essentiel de notre production énergétique. Alors que les logiques capitalistes de rentabilité à court terme, et à n'importe quel prix social et environnemental, mettent en cause les conditions mêmes de l'existence de l'humanité sur la Terre, avec des bouleversements climatiques en cours, une perte gravissime de biodiversité, des pollutions multiples, alors que l'accroissement démographique et l'exigence d'une vie digne pour chaque être humain sur la planète, rendent indispensables une gestion sociale et maîtrisée des ressources naturelles et du cadre de vie, ces Assises de l'écologie devraient nous donner les moyens d'être à l'offensive, de manière communiste, sur cette question fondamentale.

Toutes les initiatives d'actions que nous prenons doivent être des apports pour notre débat de congrès : comment réfléchir, à partir des luttes que nous sommes capables de mener, la reconstruction d'une alternative politique dans les conditions d'aujourd'hui.

Comment rendre notre parti plus utile et efficace pour cela ?

Il nous faut réinterroger forcément nos rapports aux actrices et acteurs de ces luttes, comme aux mouvements qui existent dans la société, sur notre capacité à travailler, sur le long terme, avec le plus grand nombre, comme pour nous aider à définir les outils nous permettant d'y parvenir.

Beaucoup de sections et de fédérations ont lancé un calendrier de travail autour des 4 grandes thématiques du congrès en présence, régulièrement, d'un ou une dirigeant•e national•e, d'animateur ou animatrice de chantier ou d'un ou une membre de la commission du texte sollicité pour l'occasion.

Des assemblées générales de sections se tiennent également dont les comptes rendus commencent à nous parvenir. Il nous faut encourager ces envois.

Travaillons à solliciter les contributions de camarades investis dans les luttes afin, qu'à partir de leur expérience concrète d'actions, ils questionnent notre stratégie de transformation sociale comme notre mode de fonctionnement et apportent des éléments de réponse.

Les discussions avec des camarades investis dans les batailles, comme les comptes-rendus qui sont envoyés au national, démontrent que, dès à présent, les batailles, les expériences que nous menons sont riches d'enseignements pour nos débats et nos décisions à venir.

Le nombre de communistes qui débattront ensemble, comme la qualité des questions que nous saurons mettre en avant, participeront à faire de ce congrès, un congrès extraordinaire. Et nous ne partons pas de rien !

Pour entamer notre réflexion de congrès, nous avons fait le choix en septembre dernier de lancer un premier temps de consultation des adhérentes et adhérents du PCF pour définir collectivement les thèmes que nous souhaitons voir aborder lors de notre congrès.

Cette démarche était une première et près de 20 000 communistes ont pris le temps, individuellement ou collectivement, de répondre, durant les 2 mois de consultation, au questionnaire afin de pointer tant les thèmes qu'ils souhaitaient privilégier que le temps nécessaire à préparer, travailler ce congrès.

En conclusion de la consultation, et pour donner vie aux choix des communistes dans la perspective du congrès, une assemblée des animateurs et animatrices de section a réuni, le 18 novembre dernier, plus de 1000 responsables locaux pour affiner et acter ensemble la feuille de route, issue des retours de consultations et des comptes-rendus d'AG.

Nous sommes désormais dans une seconde phase, celle du travail des chantiers et de l'écriture de la proposition de base commune à plusieurs mains, alimentée par les réflexions des chantiers et par les contributions.

Bien qu'en augmentation, le nombre de camarades qui se mêlent au débat, dans ce second temps, est encore trop peu élevé. Nous devons poursuivre l'effort d'implication du plus grand nombre de communistes dans notre activité, dans les débats de congrès.

Nous le savons, cette implication n'a rien de naturel.

Nos processus de congrès, précédemment, nous mettaient surtout en position de réagir face à une proposition, à un texte alors que, cette fois, chacun, chacune et collectivement sont invité•e•s, dès à présent, à être force de propositions.

Aujourd'hui, c'est donc cette étape de multiplication des apports qu'il nous faut franchir avec l'objectif de permettre à chaque communiste d'être source de propositions

Et parce que cela bouleverse nos habitudes, il nous faut faire ensemble tous les efforts de direction nécessaires pour délier au maximum la parole, susciter les réactions et surtout les propositions.

Viendra par la suite, un troisième temps, celui du choix de base commune par les adhérents du PCF, et bien-sûr commencera alors le travail d'amendement nécessaire à l'enrichissement du texte.

Nous avons dit : nous voulons un Congrès en lien avec la vie, pas un Congrès en vase-clos. Je crois que nous sommes bien partis de ce point de vue : nous sommes très mobilisés dans toutes les luttes actuelles et cela modifie dans le réel, l'état d'esprit des communistes ; cela doit nous encourager à mener de manière ouverte, rassembleuse, dynamique, offensive, les débats de notre Congrès, afin qu'il constitue un évènement positif pour notre peuple, pleinement utile au combat pour la transformation sociale.

Elections européennes 2019

Rapport Anne Sabourin

31-3-2018

Les élections européennes auront lieu le 26 mai 2019. L'enjeu est de taille pour l'avenir du continent, et les européennes seront la prochaine élection nationale. **Nous sommes plus d'un an avant l'échéance mais déjà tout va très vite.** Macron est à l'offensive en France et en Europe. Les états majors des principaux partis sont mobilisés et auront défini leur projet et stratégie d'ici l'été.

Aussi, il était important de prendre le taureau par les cornes dès maintenant pour nous donner les moyens d'influer sur le cours de la campagne : peser sur les contours du débat national, construire le rassemblement nécessaire à l'entrée d'un maximum d'eurodéputés communistes et du mouvement social dans le Parlement européen – en vue d'un renforcement des positions de la gauche dans le rapport de forces européen, condition indispensable à la défense des intérêts populaires et à la construction d'une alternative à l'UE actuelle.

Nous avons besoin que le CN dresse une feuille de route la plus claire et opérante possible, pour entrer sans attendre dans l'action. Ainsi, la résolution qui vous est présentée est certes un peu longue, mais elle a l'avantage de donner de nombreux éléments de contenu utiles à notre travail. Je veux commencer par remercier les camarades qui, depuis novembre dernier, ont participé aux réunions du chantier et aux nombreux débats dans les fédérations, contribué sur la plateforme numérique ou d'autre manière.

Nous vous proposons aujourd'hui de débattre de notre orientation générale dans cette campagne, de notre démarche de rassemblement et de la présentation par le PCF, d'un appel à toutes celles et ceux qui luttent contre la politique de Macron en France et pour un changement profond en Europe afin de constituer une plateforme et une liste communes aux élections.

Au CN de juin, nous devons être en mesure de dire avec qui nous nous rassemblerons et de présenter de premières candidatures communistes pour incarner notre vision dans ce rassemblement, en nous fixant l'objectif d'une liste entièrement finalisée à l'automne.

Le contexte des élections européennes, en 2019, à moins d'un miracle, sera celui de l'approfondissement de la crise économique, sociale, écologique, politique et civilisationnelle qui traverse l'Europe.

Cette crise, c'est celle du système capitaliste mondialisé et financiarisé, amplifiée par une construction européenne entièrement tournée vers la satisfaction des intérêts du capital contre ceux des peuples. **Nous avons mille fois raison lorsque nous nous sommes opposés** traité après traité, et lors du référendum de 2005, à cette construction néolibérale. Nous n'avons aucune raison d'en rabaisser sur la critique de l'UE actuelle, d'autant qu'elle est amplement partagée par notre peuple. Il faudra **porter cette colère** contre l'Europe de la finance et des multinationales, contre l'Europe de la concurrence, du dumping social et fiscal, de la casse des services publics et du chômage.

Il faudra porter cette colère en montrant clairement **qui est responsable, qui a fait payer la crise aux peuples et comment, en Europe, et en France.** La construction néolibérale de l'UE fondée sur le tout pouvoir aux marchés et la concurrence libre et non faussée, et après 2008, l'accélération des privatisations et des réformes du travail, la mise en œuvre des politiques d'austérité, n'ont été possibles qu'avec l'aval des gouvernements français et des majorités parlementaires nationales et européennes. Les politiques européennes ne tombent pas du ciel par l'opération d'un pouvoir désincarné appelé « Bruxelles ».

Sarkozy, Hollande et Macron ont passé les 10 dernières années à mettre en œuvre l'agenda néolibéral au détriment de la protection des travailleurs, du développement de l'emploi, de l'indispensable transition écologique, et avec pour seul leitmotiv, la protection des intérêts des actionnaires, banques et multinationales. La crise, c'est eux qui l'ont permise et c'est eux qui l'ont aggravée. Résultat, les inégalités ont explosé, dans et entre les pays européens, nos sociétés sont affaiblies face à la crise financière qui vient.

Alors qu'une construction régionale serait sensée donner à nos pays des outils pour faire face aux grands défis mondiaux, ceux du travail dans ses nouvelles formes, du développement humain, de la transition écologique, de la paix et de la sécurité collective ; et alors que Trump, Erdogan et la montée en puissance de régimes autoritaires menacent l'avenir de l'humanité, l'UE poursuit dans sa logique prédatrice et s'engage sur la voie de la remilitarisation à travers le projet de défense européenne ; projet qui consiste à relancer l'industrie de l'armement, mutualiser les moyens d'interventions extérieures et renforcer l'Europe forteresse. Ce qui devrait être un outil de transformation de la mondialisation n'en est que le miroir grossissant.

Malgré une forme rénovée, c'est cette politique que met en œuvre Emmanuel Macron en France. Le budget de la France pour 2018 qui grève lourdement l'investissement dans les services publics et les collectivités locales, les lois travail, l'augmentation de la CSG, la casse des universités, la situation de l'hôpital et des EHPAD, la nouvelle réforme des retraites, la loi immigration et la privatisation de la SNCF, en sont les preuves. Le Président est aussi à l'offensive pour pousser l'Union européenne vers plus d'intégration libérale et militaire, se répartissant les rôles avec Merkel, entre nouvelle gouvernance de la zone euro et leadership militaire.

Aussi, la campagne des élections européennes doit être le moment où nous porterons haut l'aspiration qui émane des luttes à mettre un coup d'arrêt à la politique de Macron en France et en Europe.

Le contexte de 2019 sera également celui de la crise politique et morale qui frappe nos sociétés. Nous sommes entrés depuis plusieurs années déjà dans l'ère de tous les dangers pour la démocratie, les libertés et les valeurs humanistes.

Parce qu'il est devenu impossible d'obtenir le consentement des peuples pour les « réformes » néolibérales, pour poursuivre leur projet, les classes dirigeantes en Europe ont clairement opté, après le déni des référendum de 2005, pour un tournant autoritaire, allant du contournement des parlements et des souverainetés populaires (comme avec le 49-3 et les ordonnances) jusqu'au coup d'État financier perpétré contre la Grèce. La démocratie, les libertés politiques comme en Catalogne et les droits humains ont reculé à toute vitesse. La politique indigne vis à vis des migrants est, elle aussi, un signe de la régression civilisationnelle en cours.

Les forces néolibérales, secouées par les sanctions électorales n'ont pas dit leur dernier mot. La sociale démocratie est en crise et hésite entre ligne libérale et retour vers la gauche, mais les autres sont à l'offensive soit en tentant la convergence des centres (jusqu'à la grande coalition comme en Allemagne entre sociaux démocrates et démocrates chrétiens), soit, dans la convergence avec l'extrême droite (comme en Autriche ou en Italie).

Les dénis des choix souverains, violences et faiblesses de l'establishment face aux manifestations de haine, associés à l'appauvrissement, la concurrence, la peur du déclassement et le sentiment d'impuissance, produisent aujourd'hui dégoût et colères sourdes, dont les manifestations les plus

morbides et les dangers n'ont pas été aussi palpables depuis les sombres heures de l'histoire européenne et du monde.

La colère provoque le rejet de l'UE et la sanction des pouvoirs établis, mais au profit de l'extrême droite et des démagogues des partis « attrape tout ».

Après le Brexit, les élections en Autriche, en Allemagne et en Italie, le rapport des forces européen est transformé, et **le risque est grand, au sortir des européennes, d'avoir un Parlement européen dominé par la droite la plus conservatrice, l'extrême droite et les démagogues de tout bois.**

Vu la crise et le rapport des forces, tout indique que nous nous dirigeons vers un débat de visions de type brexit, un débat piégé qui est une opportunité pour la recomposition politique voulue par Macron.

Celui-ci a annoncé la couleur dans les discours d'Athènes et de la Sorbonne : à partir d'un clivage « modérés contre extrêmes », « pro-européens contre nationalistes », « ouverture contre repli », « les modernes contre les anciens », en faisant de l'élection une sorte de referendum pour ou contre l'UE, Macron vise l'élargissement de sa base politique, en décrochant les forces « constructives » au centre droite et centre gauche.

Force est de constater que le débat posé ainsi divise à droite et à gauche et accentue la crise au sein des grandes formations. Macron pourrait bien réussir son pari.

Les Républicains – qui ont remporté nombre de partielles ne l'oublions pas – ont le programme traditionnel de la droite : volonté de faire de l'Union européenne un acteur stratégique de la mondialisation capitaliste et discours de « fermeté », vis-à-vis des migrations et des frontières. Ils semblent encore divisés entre la ligne « constructive » et la ligne « dure » proposée par Laurent Wauquiez, qui vise l'électorat FN. **Le FN**, en crise, n'a pas définitivement tranché sa ligne. Adoptera-t-il une stratégie d'euphémisation de sa ligne sur l'euro et l'UE dont nous avons observé les signes avant-coureurs ? Il ne faut pas oublier que c'est lui qui est arrivé en tête des dernières européennes.

A gauche, tout se passe comme si l'heure était à la grande clarification entre gauche à tendance pro-européenne et à tendance gauche dégagiste, indépendantiste voire nationaliste. Des tendances que

l'on retrouve également à l'échelle européenne entre Varoufakis et Mélenchon, tous deux à la manœuvre pour créer leur nouveau parti européen et leur nouveau groupe parlementaire. Pour le moment sans succès. Mais ne sous-estimons pas ce travail de division qui a des effets néfastes, tant pour la gauche européenne que pour les possibilités de convergence en France.

Le président des riches lancera le 17 avril des « conventions citoyennes sur l'Europe » au Parlement européen à Strasbourg. Il a invité tous les partis à intégrer un « comité de surveillance transpartisan » qui n'aura aucun pouvoir sur le contenu des débats comme sur la forme : par conséquent, nous proposons de publier une lettre de réponse, dans la foulée du CN, pour expliquer pourquoi nous n'en serons pas, justement parce que nous sommes attachés à la tenue d'un réel débat sur l'avenir de l'Europe. Nous en profiterons pour dénoncer les nouvelles règles de répartition du temps de parole médiatique dans la campagne officielle qui non seulement limitent la réglementation à la courte campagne officielle, mais en plus avantagent LREM scandaleusement.

Sur le fond, nous proposons que le PCF développe dans cette campagne une vision qui permette d'offrir un autre choix aux français.es que le clivage pro/anti UE ou fédéralisme vs nationalisme qui évacue allègrement la question du contenu des politiques menées et l'articulation, pourtant cruciale, entre batailles nationales et européennes. Nous ne sommes ni pour la poursuite de l'intégration néolibérale, ni pour la guerre des nationalismes. D'ailleurs nous sommes comme une majorité de Français qui rejettent l'UE actuelle mais ne souhaitent pas en sortir. En conséquence, nous sommes pour la changer, la refonder à partir des besoins humains et écologiques et sur la base de la coopération démocratique et consentie entre les peuples.

Pour être claire, et sans doute cela fera-t-il débat entre nous, nous ne pensons pas que l'alternative à l'Union européenne libérale réside dans une sortie de l'UE. Croire que cette option, dans un monde d'interdépendances, permettrait à notre peuple de se dégager du capitalisme ou de la concurrence mondiale entre les travailleurs et les peuples est une illusion. Les suites du Brexit en sont une dramatique illustration. Il y a également des défis mondiaux, comme l'enjeu écologique, la lutte contre l'évasion fiscale, les gigantesques capitaux spéculatifs mondiaux ou encore la domination du dollar, qui exigent une organisation à l'échelle régionale.

Face aux pièges idéologiques qui nous sont tendus, **il faudra donner une orientation générale à notre campagne qui mette en avant les enjeux de classe « En Europe, l'humain d'abord pas la finance »** (qui permet à la fois de dénoncer le problème majeur dans l'UE et en France, et de porter dans les luttes et dans la campagne les aspirations et les besoins des gens) **ainsi qu'une vision**

internationaliste et démocratique que nous pourrions résumer ainsi : « Une France libre dans une Europe solidaire » (ce qui permet de parler du rôle de la France, du type de coopération en Europe et avec le monde).

Pour résumer : Une coopération européenne oui, mais pour les peuples, dans un cadre démocratique qui respecte les choix souverains, et tournée vers une nouvelle mondialisation.

Nous sommes conscients que cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais par les luttes sociales, des résistances, des ruptures et des victoires partielles, par le gain de positions pour les forces de gauche à tous les niveaux, dont celui du parlement européen.

- **D'où l'objectif pour nous de faire élire des eurodéputés communistes, du mouvement social et de gauche au parlement européen.** Les "directives" n'existent que parce qu'une majorité de parlementaires européens les a adoptés. Même minoritaires, des parlementaires déterminés à prendre appui sur des mobilisations populaires suffisantes, peuvent remporter des victoires.

Les eurodéputés sortants, élus sur les listes Front de gauche n'ont pas démérité. Un bilan de leurs actions sera disponible sous forme de fascicule à la Fête de l'humanité.

- **D'où le second objectif d'unir et renforcer les forces progressistes dans le Parlement européen** autour d'axes politiques ouvrant des brèches dans la construction libérale de l'UE. La crise de la sociale démocratie et l'existence de forces en rupture avec la ligne libérale et les grandes coalitions, l'émergence de partis progressistes nouveaux, peuvent, à condition d'un travail politique de convergence de qualité – à l'image des efforts fournis dans le cadre du Forum européen de Marseille – permettre ce renforcement et faire passer une étape à notre groupe GUE-NGL. La présence d'eurodéputés communistes français sera cruciale pour maintenir l'unité du groupe et l'élargir sur du contenu.

A partir de cette vision, nous proposons de développer 4 grands « fils rouges » du PCF dans la campagne, déclinés en 14 thèmes prioritaires dont je vous épargne l'énumération dans le détail.

Les 4 grands axes sont les suivants :

1. **Nous voulons l'Europe de l'humain d'abord. L'Union européenne doit devenir une construction qui investit dans la réponse aux besoins humains et écologiques :** Protection des services publics par des mesures blocage des libéralisations et rupture avec le traité budgétaire et la règle d'or ; harmonisation des salaires, droits sociaux et égalité femmes-hommes, nouveau développement industriel et agricole, partage des cultures et des langues.

2. Nous ne voulons plus l'Europe de la finance. L'argent doit être mis au service d'objectifs sociaux et environnementaux. Déjà, une pétition a été rédigée par la section économique présentant la proposition de fonds européen de développement social et écologique. La question de la fiscalité est elle-aussi une priorité dans cet axe de bataille.

3. Nous ne voulons plus de l'Europe des coups d'État financiers. Nous voulons l'Union des peuples et des nations libres, souverains et associés. Nous voulons que notre pays puisse négocier librement les contours de sa participation à l'UE, à travers une construction à géométrie choisie et dans le respect de la souveraineté populaire, et faisons des propositions pour démocratiser les institutions financières, rééquilibrer les pouvoirs dans les institutions européennes, et permettre un droit de pétition citoyen qui pèse réellement.

4. Nous ne voulons pas d'une Europe dominatrice et forteresse. Nous faisons des propositions pour un modèle de coopération régionale au service de la paix, des échanges justes et capable de penser les mobilités humaines.

Ces fils rouges et cet ensemble de priorités est encore à travailler avec l'actualité des luttes, à partir d'expérience des eurodéputés sortants afin de devenir des propositions plus précises. C'est aussi une base pour la discussion que nous devons mener dans les semaines à venir dans l'optique de la construction d'une plateforme politique qui puisse rassembler largement le mouvement social et les forces de gauche disponibles.

J'en viens à la question épineuse et néanmoins fondamentale de notre démarche politique de rassemblement. Dans le contexte des recompositions politiques et du débat décrit précédemment, les convergences et chances d'unité de la gauche de transformation sont très faibles. Nous avons rencontré quasiment tout le monde, sauf la France insoumise qui a laissé sans réponse notre invitation au dialogue, mais dont la stratégie est connue : il s'agit de faire table rase de toute la gauche historique pour atteindre une position hégémonique, donc il n'est pas question de se mélanger.

Si tout le monde discute avec tout le monde, à l'heure qu'il est, si aucun effort de convergence ne se fait, 5 listes concurrentes pourraient voir le jour à gauche du PS : EELV, NPA, FI, Générations et nous. Une division dramatique pour les luttes en cours qui ont besoin d'une forte opposition sociale et politique unie face aux choix du Président, tant en France qu'en Europe.

Et la débandade assurée pour la plupart des listes dans un contexte où les nouvelles règles électorales réinstaurent une circonscription unique et un seuil d'éligibilité de 5 % (soit environ 1 million de voix), comme le rappelle la note du secteur élections que vous avez à disposition.

Nous ne pouvons nous satisfaire de cet éparpillement des forces façon puzzle. Ce n'est pas une fatalité. La proposition qui vous est soumise aujourd'hui est de porter dans le débat public la question du rassemblement à travers **un appel à constituer une plateforme et une liste communes des forces sociales et politique de gauche en France**, en nous appuyant sur notre vision – qui je le crois peut permettre de dépasser le clivage pro-anti UE – et en discutant des convergences possibles sur les priorités et propositions de la résolution, dans les luttes et avec les forces de gauche. Dans les deux mois qui viennent, donnons-nous l'ambition de peser sur le cours des choses. Discutons également aujourd'hui des conditions dans lesquelles nous sommes prêts à nous rassembler. Par exemple, une liste commune, dans notre conception, devrait laisser une grande place à des personnalités des mouvements sociaux et être respectueuse des différences de projet entre les colistiers.

Dans le même temps, face à la difficulté de cette démarche responsable, nous ne pouvons être comme des Cassandres à alerter sur le désastre à venir jusqu'au dernier moment, au risque de nous retrouver à devoir former une liste en catastrophe en cas d'échec du rassemblement à gauche. C'est pourquoi nous devons, tout en portant haut l'ambition de rassemblement, **commencer à y travailler nous-mêmes avec les acteurs des mouvements sociaux en cours**. Notre chance, se sont les luttes. Elles seules peuvent « forcer » le rassemblement politique, comme cela a été le cas avec la signature de l'appel commun des forces de gauche en soutien à la grève du 22 mars.

Bien entendu, cette démarche demande également une réflexion sur les communistes susceptibles d'incarner au mieux la vision, les propositions et la démarche du PCF.

Dans la trame travaillée par le chantier et envoyée aux fédérations, il y avait l'idée d'un quatuor paritaires de porte-paroles du parti mais la discussion du CEN n'a pas permis d'avancer des noms aujourd'hui. Aussi, nous proposons que le CN engage dès aujourd'hui et jusqu'au CN de juin, la réflexion sur les candidatures communistes à présenter à l'élection européenne.

Pour mener de front toutes ces questions, nous proposons de constituer une équipe nationale de campagne rassemblant l'équipe d'animation du chantier Europe et les secteurs du parti concernés. Elle sera chargée de rédiger dans la semaine l'appel aux forces sociales et politiques, établir un agenda de campagne, des matériels et initiatives publiques. Sous la responsabilité du CEN et en lien avec les fédérations, elle est chargée de rassembler les propositions de candidatures

nécessaires à la construction de la liste large que nous visons. Elle soumettra ses propositions sur lesquelles le CN de juin devra se prononcer.

Conseil national des 30 et 31 mars 2018

Résumé de la discussion

Danielle Trannoy – Gironde

Faire grandir des perspectives politiques face au pillage « libre et non faussé » des biens nationaux, des finances publiques, de notre pouvoir d'achat. Tous les socles de l'État-nation sont attaqués. Les luttes des salariés peuvent faire émerger des objectifs politiques pour faire reculer le capitalisme. Toutes les luttes interrogent sur l'emploi, la création des richesses, le rôle de l'État, les nationalisations, les nouveaux services publics, les droits des salariés et leurs représentants sur l'UE, sur la souveraineté populaire, économique, monétaire. Face au rejet de l'UE, des politiques portées par la social-démocratie, les communistes sont interpellés pour faire reculer le gouvernement, et faire un bilan approfondi de la stratégie des dernières décennies s'impose pour un projet communiste.

Aymeric Seassau – Loire-Atlantique

Il y a un décalage paradoxal entre nos difficultés à rassembler les communistes sur les débats de congrès et la réussite des initiatives de terrain. Sur l'industrie, sur l'hôpital, avec nos Parlementaires, nous obtenons des résultats. Si le PCF ne mène pas ces actions de terrain, qui le fera ? Notre parti reste utile. Nous pouvons mettre Macron en difficulté sur la SNCF et les services publics mais l'alternative à gauche reste trop faible. Et pour unir, il faut exister. Besoin donc d'affirmer la place du PCF, qu'il prenne ses initiatives propres et de travailler au rassemblement des forces de gauche pour battre Macron à l'heure où droite et FN se rapprochent.

Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

À un moment où la révolution numérique avec l'intelligence artificielle (IA) et le big data, est entrain de tout bouleverser dans notre société... où les forces politiques et sociales se réclamant de la transformation sociale sont en crise, et où les acteurs de la révolution numérique progressiste voient leurs ambitions étouffées et dévoyées par le capitalisme digital, le PCF avec les egrn.fr a pris l'initiative que ces deux mondes se rencontrent pour débattre, se confronter et construisent ensemble, loin de toute fascination technophile ou effroi technophobe, une pensée politique critique de la révolution numérique débouchant sur des luttes émancipatrices.

Il y a une forte contradiction entre le rapport Villani, sur la question essentielle de l'IA contient nombre d'analyses et de propositions bonnes, et la réponse de Macron qui reste sur sa ligne du tout start-up et ne promet que des crédits dérisoires au regard de l'enjeu déterminant que cela constitue pour l'avenir de notre pays.

Denis Durand – Paris

Accompagner le mouvement social et dénoncer la politique de Macron sur des bases « antilibérales » ne suffit plus. Les salariés et les jeunes mobilisés ne peuvent pas se contenter

d'une dénonciation morale de la dette, ni d'arguments préconisant de prendre de l'argent aux riches pour donner aux pauvres sans toucher au pouvoir du capital, qui consiste non pas à décider de la répartition des richesses créées mais à décider de la façon dont ces richesses sont créées à travers le pouvoir de décider de l'utilisation des profits des entreprises, de l'argent créé par les banques et de l'argent public.

Ce qui devient manifeste pour tout le monde, c'est que les enjeux de services publics exigent de poser politiquement les questions de l'utilisation de l'argent, et que ces enjeux sont communs à toute l'Europe.

C'est le moment de tout faire pour donner à nos idées le rôle qu'elles doivent jouer au service du mouvement social, pour le rassemblement à gauche, et pour redonner au PCF la place qu'il devrait avoir dans la vie politique.

Paul Barbazange – Hérault

Le bureau fédéral de l'Hérault a débattu des obstacles rencontrés, des choix des champs d'action des communistes. La question des salaires nous paraît primordiale pour débloquer. C'est sur cela qu'ont manifesté très massivement les retraités face à la baisse des retraites. Nous avons vécu une grève à 100 % d'une « base de la grande distribution ». Parce que le patron réorganisait le travail et diminuait le salaire ! Soyons plus attentifs partout, tout le temps, à cette question des salaires. Communistes, nous disposons d'une théorie qui nous permettra d'éclairer. Y compris d'autres questions : comment combattre les profits du CAC 40, l'évasion fiscale mieux qu'en aidant chaque salarié dans son entreprise dans sa ville et agir pour son salaire. Attention à une « grève par délégation » à des « convergences » dans lesquelles chacun n'irait pas sur ses revendications propres. Les luttes comme le 38^e congrès doivent avoir le paiement de la force de travail au cœur.

Fabienne Haloui – Vaucluse

La tribune de Pierre Laurent sur l'anti-racisme a été très appréciée. Vouloir lutter contre l'antisémitisme et l'islamophobie dans un même mouvement sans les opposer, pointer un racisme institutionnel sous-estimé, des discriminations racistes structurelles sont des analyses permettant de construire un discours anti raciste de gauche.

L'actualité dramatique nous rappelle que pour combattre le racisme nous avons besoin aussi de comprendre ce que sous-tend l'idéologie islamiste qui vise une jeunesse confrontée au déni de francité. Leur discours est celui de l'extrême droite, la construction du eux et du nous mais dans l'autre sens, avec la même essentialisation. Cette fois-ci, c'est la hiérarchisation victimaire, celle des damnés de la Terre. Vous ne serez jamais Français, ils ne veulent pas de vous, le 2 poids 2 mesures, vous comptez moins que les juifs, etc.... Nous devons combattre l'idéologie islamiste en ayant conscience qu'il existe une différence fondamentale entre le fait de s'en prendre à une religion ou à une croyance dominante dans une société, et celui d'attenter ou d'inciter contre la religion d'une des minorité la plus dominée, la plus exploitée.

Antoine Guerreiro – Val-de-Marne

De manière assez surprenante, alors que la loi instituant la sélection à l'université est déjà promulguée, des dizaines de milliers d'étudiant-e-s se mettent aujourd'hui en mouvement. Après l'attaque fasciste de Montpellier, nous réclamons la garantie des libertés démocratiques sur les campus, gravement mises en cause ces derniers mois. Nous voulons aussi poursuivre la bataille pour la réussite de toutes et tous et le réinvestissement budgétaire, qui peuvent encore être gagnés ! Ces luttes étudiantes ne pourront se déployer utilement qu'en appui des cheminots et des autres secteurs du monde du travail en lutte. D'ici au 19 avril, il nous reste trois semaines pour offrir au mouvement étudiant de premières victoires, ne ménageons pas nos efforts ! Dans toutes leurs universités, les étudiant-e-s communistes mettront toute leur énergie au service de cet objectif.

Jacques Maréchal – Moselle

La situation des services publics et de santé exige une mobilisation des usagers pour défendre et reconquérir les services publics à la hauteur des besoins de la population. Les communistes de Moselle engagent une campagne durable sur ce sujet. Nous voulons créer un cadre unitaire propice au débat, à la rencontre et à l'intervention citoyenne. Cette campagne va durer quatre mois, une centaine de points de rencontres sont souhaités, 16 000 tracts seront diffusés. La question des services publics est à la fois un élément de la vie quotidienne et un enjeu de civilisation.

Hélène Bidard – Paris

1995, les plus importantes grèves après 1968, la CGT, entre autres, organise des assemblées intersecteurs, interentreprises... La première grande grève est celle du 24 novembre 1995 où les cheminots convergent vers les manifestations féministes (traditionnelles les 25 novembre contre les violences faites aux femmes) qui luttent pour l'égalité professionnelle. Cela donnera naissance au collectif national droit des femmes. Il est dommage qu'aujourd'hui dans nos textes on divise les luttes « sociales » et « sociétales ». Nous devrions nous concentrer sur l'organisation de la convergence des luttes.

Serge Laybros – Lot

Congrès extraordinaire : dans le Lot, plusieurs idées commencent à émerger. 1) Nécessité d'un bilan critique du Front de gauche, l'espoir qu'il a fait naître, les désillusions qu'il a engendrées ! 2) La candidature Mélenchon nous fait disparaître des écrans-radars ! Ne renouvelons pas cette erreur pour les européennes ! 3) Il est temps de confier les clés de la maison à la nouvelle génération de responsables communistes. 4) Il faut que les bouches s'ouvrent, que les langues se délient, pas de sujet tabou notamment sur la question des directions (au plan national comme au plan départemental).

Nelly Faton – Jura

Les mobilisations qui se développent sont des lieux qui peuvent participer à la réflexion de notre congrès. Pour le moment, les questions de congrès se posent à travers les actions concrètes pour accompagner les luttes, y mettre le sens politique. Luttés pour le service public mais aussi luttes dans le privé. C'est en étant sur le terrain que nous pouvons mieux appréhender ce que doit être notre parti demain. Au plan régional notre travail est d'aider et d'être un lieu d'interpellation. Nous allons aider les maires de toute la région sur le PRS (projet régional de santé) en leur envoyant notre analyse. Nous allons interpellé la présidente de région sur le devenir des petites lignes dans notre région en ayant eu en amont une rencontre avec la CGT cheminots région. C'est par l'action que nous dynamiserons les camarades. Et ainsi ils prendront part à notre congrès. Nous avons dit que nous voulions un congrès dans les luttes, eh bien cela va se vérifier !

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Ce n'est pas du manque de lisibilité dont nous souffrons le plus, mais de visibilité. Les tentatives de déformation dont sont l'objet le PCF et ses propositions sont très fortes. Non, le PCF n'a pas été créé en 1943. Non, le PCF n'est pas « en général » classé à gauche. La réécriture de l'histoire ne doit pas être laissée sans réaction. Les responsables à stigmatiser ne sont pas les journalistes mais les directions de chaîne médiatique. Notre projet de sécurité d'emploi et de formation doit être plus et mieux porté au sein de nos initiatives. Mais il doit s'accompagner d'une dimension à développer concernant la coopération, y compris internationale, en portant l'exigence de co-développement, notamment par le biais de consortium (GIE) plus économe en capital et en coût social, sans sombrer dans le dumping social. Dernier point : la filière sécurité. Elle concerne directement des grandes entreprises : SAFRAN, Oberthur, Sequana, Arjowiggins, Gemalto, Ingenio... Le fonds d'investissement américain Advent International met la main sur près de 90 % du capital, laissant à la BPI un rôle de « forte » ambitions avec ses 5 à 10 %. N'est-on pas face à un véritable scandale ?

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Après quelques épisodes stratégiques historiques forts pour le Parti : Front populaire, programme commun, nous arrivons au bout des années FG. Bilan en demi-teinte avec du positif dans la réussite d'un élargissement citoyen, et très négatif sur l'effacement du PCF en terme de logo ou de candidatures (notamment présidentielle). Alors maintenant, où en est-on ? La situation sociale et politique bouge vite ! Macron dévisse. Mais pas d'alternative politique crédible à gauche. Il faut prendre des initiatives rapides maintenant, à faire valider par les communistes lors du congrès. Appelons formellement à un front populaire. En laissant de la place au mouvement social. En fédérant tous les sans-partis qui ont le cœur à gauche. En invitant les partis de gauche à un travail de projet commun. Et en prenant des initiatives propres au PCF. Batailles immédiates. Avec un appel à nous rejoindre et à nous redonner de la force électorale.

Denis Durand – Mail - Paris

Il faut dans la campagne des européennes une liste qui combattre le projet fédéraliste de Macron, et qui s'attaque au cœur de la construction européenne depuis Maastricht – la banque centrale

prétendue indépendante mais inféodée aux marchés financiers.

C'est le sens de la pétition pour prendre le pouvoir sur la création monétaire de la BCE : un moyen - qu'il faut organiser - de rassembler les communistes dans l'action, au cœur des luttes actuelles pour les services publics.

Le rapport propose une méthode différente : la recherche d'une plate-forme d'entente avec « toutes les forces opposées à Macron », auquel cas que deviennent nos propositions sur l'argent, sur la BCE ? Elles seraient renvoyées à une « campagne autonome », comme en 2017 ?

N'allons pas à reculons aux élections européennes. Allons-y pour changer l'Europe, pour une autre mondialisation ! C'est en montrant dès à présent que nous y sommes prêts, avec notre liste, que nous pourrions peut-être faire évoluer la situation à gauche et que nous nous donnerons les moyens de redonner au PCF la place qu'il devrait avoir.

Hervé Bramy – Direct Yann – Seine-Saint-Denis

SNCF : nous avons besoin avec les usagers de rappeler que cette entreprise publique est un bien commun, elle appartient à tou-te-s. Aucune décision ne peut être prise sans leur accord. Dans les combats sociaux, les enjeux écologiques sont très présents. Pour le rail, au travers du développement du fret des marchandises et du transport des voyageurs. Plus de trains, c'est moins de pollution. C'est vrai également pour l'énergie avec les barrages car l'eau, ce commun à protéger, est essentiel non seulement pour produire de l'électricité mais aussi pour l'agriculture, les loisirs, etc... La campagne politique nationale que nous lançons, le 8 avril, au barrage du Sautet, en Isère, contre la privatisation des concessions publiques reçoit un bon accueil chez les syndicalistes, les citoyennes déjà mobilisées...D'autres fédérations s'engagent. Avec les assises communistes de l'écologie, les 4 et 5 mai, nous pourrions approfondir nos partis-pris écologiques. Prenons les dispositions pour permettre dans chaque fédération la participation des adhérent-e-s.

Guillaume Roubaud-Quashie – Hauts-de-Seine

1) Certains camarades semblent opposer luttes et congrès : soit les communistes se préoccuperaient des luttes, soit du congrès. Il faut sans doute penser tout cela en épousailles plutôt qu'en alternative. Dans l'Oise, la grande lutte menée contre la fermeture de la maternité de Creil est très riche d'enseignements pour penser stratégie, rassemblement et transformation du Parti. Idem quand Hervé parle de la SNCF comme une structure publique dans laquelle les usagers n'ont pas la main ni les salariés. C'est riche d'enseignements sur la visée communiste. Les initiatives coordonnées et simultanées menées à Paris, dans le Vaucluse, le Lot, sont stimulantes pour le congrès. 2) La préparation du congrès connaît des frémissements : il s'agit de passer aux gros bouillons. La commission texte est à votre disposition pour animer les débats, les fédérations vont être contactées. 3) Notre responsabilité de direction, comme CN, est de faire reculer la petite musique : « ce congrès ne changera rien » ; « ce congrès sera ordinaire ». Il ne dépend que de nous de procéder avec esprit de souveraineté. Dans l'Ardèche, par exemple, ils ont fait une grosse réunion avec des sympathisants sur les enjeux du congrès.

Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle

1) La bataille démocratique sur les universités est fondamentale. La volonté du président de l'université de Lorraine, et même de la ministre, d'interdire une rencontre avec un sénateur communiste lundi dernier est très grave. La décision de maintenir a été très bien reçue des étudiants et personnels, autant que l'intervention de grande qualité de Pierre Ouzoulias. 2) La situation a ceci de positif qu'elle remet le Parti en mouvement, après la séquence de 2017. Ouvre des possibilités pour reprendre des initiatives propres et regagner une visibilité autour de propositions. Le manque de perspectives politiques pèse et va continuer de peser sur la mobilisation sociale. En plus de ses propres initiatives, le Parti doit être à l'offensive pour encourager les expressions et initiatives communes des forces de gauche et écologistes, en soutien aux mobilisations et autour de propositions alternatives à la politique de Macron.

Mylène Vesentini – Aude

Dans mon département, on a initié des débats sur la sécurité sociale, avec la venue d'André Chassaigne, on a mis en valeur le travail de nos parlementaires. Avec nos distributions de tracts dans les gares, sur les marchés, non seulement on soutient la lutte des cheminots mais on est porteur de propositions. Alors oui, on est dans le congrès. Et c'est à partir de ces rencontres, échanges, que nous nourrissons notre congrès. Quand nous rencontrons des syndicalistes on entend leurs revendications, on met en débat nos propositions avec eux. Même sur la stratégie, sur quel rassemblement, servons-nous de toutes ces expériences.

Jacques Maréchal – Moselle

Les régions frontalières sont au cœur de l'Europe et de ses orientations. La massification du travail frontalier témoigne d'un sous-développement et d'insuffisance d'emplois dans ces départements. Régions et salariés sont confrontés à des logiques de domination. Hommes et territoires sont en souffrance à cause de l'Europe du dumping social et de la mise en concurrence des salaires. Cette réalité est particulièrement forte dans l'espace autour du Luxembourg qui tente d'imposer sa logique libérale. A l'occasion des européennes, nous pourrions porter des propositions pour un meilleur partage de la valeur ajoutée et pour sécuriser les travailleurs et les régions frontalières.

Nathalie Marchand-Carliez – Somme

Nous entrons dans une intense bataille politique sociale. La question pour nous est d'élever le niveau des mobilisations : être forts sur la contestation de la politique Macron, être forts sur l'idée que c'est nous qui défendons l'intérêt général. Dans cet esprit, nos propositions de loi, pour un véritable service ferroviaire public ou pour l'hôpital, rencontrent de l'écho. Faire de la pédagogie de la lutte. Concernant la bataille des européennes, il nous faut travailler le rassemblement. Je pense que notre liste devrait avoir l'empreinte du mouvement « SOCIAL » en liaison avec les luttes en cours et je partage l'idée de l'appel. Etre également présents partout et accentuer fortement la dimension sociale de l'Europe que nous voulons incarner et l'idée d'une autre utilisation de l'argent. Etre porteur de causes : l'accueil des migrants, les services publics, les droits au travail, la protection sociale, la démocratie sociale. Intervenir face aux logiques de domination

du capital. Insister sur le fait que nous voulons incarner la gauche qui veut changer l'Europe sans en sortir. C'est pour moi important de dire cela, car une ligne de sortie de l'Europe est perçue par bon nombre de gens comme une impasse.

Aymeric Seassau – Loire-Atlantique

La proposition que nous formulons est pour l'instant insuffisante. Nous avons besoin de préciser les choix possibles pour ne pas reproduire les écueils des derniers choix stratégiques qui ont été douloureux pour les communistes. Besoin d'engager au plus vite 5 ou 6 chefs de file nationaux et de travailler aux critères de candidatures. Deux choix stratégiques sont possibles : une liste d'orientation communiste ouverte au mouvement social ou une liste de large rassemblement assumant des différences comme des objectifs de combats prioritaires à l'échelle européenne. Mettons tous les éléments du débat dans les mains des communistes pour leur permettre de trancher dans la clarté.

Fabienne Lefebvre – Val-de-Marne

On ne peut pas envisager cette élection européenne sans tenir compte de notre stratégie désastreuse à la présidentielle, ni déconnecter celle-ci des travaux du congrès. Nous devons être visibles, lisibles et refuser les fausses alternatives, entre fédéralisme et sortie de l'euro, qui ne permettront pas de dépasser le capitalisme. Nous devons porter des propositions communistes comme arracher la BCE aux marchés et l'obliger à utiliser l'argent autrement. Il faut maintenant définir les critères qui permettront de mettre nos candidats rapidement en campagne et chercher des alliances sur la base d'un contenu de classe. Il faut aussi regarder avec discernement l'expérience grecque et en tirer les conséquences de manière collective, puis faire de la bataille contre le fascisme un axe majeur de notre campagne.

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

1) Rectifions notre stratégie. Il faut une liste du PCF ouverte sur une base de classe, sous peine de retomber dans l'ornière de « Bouge l'Europe » où certains étaient pour l'intervention militaire en Yougoslavie. 2) Avoir une position communiste face à l'UE du capital. Notre parti est historiquement contre l'UE capitaliste. Marx déclarait : « Le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalement dirigeante, devenir lui-même la nation ». Nous avons gagné en 1952 sur la CED et en 92 nous avons mené une juste lutte contre Maastricht. Depuis, la « mutation » nous a raliés à l'Europe du capital que l'on veut que réformer. Non, c'est la rupture avec l'UE du capital qui doit être notre position. Rupture avec l'UE dont ses directives contre les cheminots et abrogeons tous les traités, voilà la bonne position qui nous placerait sur de bons rails.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Commencer à travailler à nos porte-parole et nos propositions. Entrer en campagne, sans renoncer au rassemblement, pour travailler les rapports de force permettant du « bon »

rassemblement. Sur le programme : être très concrets sur nos 14 propositions. Les traduire en propositions simples et appropriables. Avoir, parmi ces 14 propositions, seulement 1 ou 2 idées phares qui correspondent à l'attente des électeurs de gauche (cf. sondage ViaVoice) : 1) le social. Réclamer un SMIC européen par le haut (à chiffrer). 2) l'écologie : plan d'urgence contre le réchauffement climatique avec fret et ferroutage obligatoires et grands travaux ferroviaires créateurs d'emplois. Avec quel fric : on touche au magot européen avec appropriation de la BCE et lutte contre l'évasion fiscale. Sur le titre de liste, un slogan type : « révolutionner l'Europe » serait plus punchy !

Frédéric Genevée – Val-de-Marne

Résolution trop longue. Nous avons raison de décrire le piège entre repli nationaliste et fuite en avant libérale. Mais nous devons, après avoir critiqué fortement l'UE actuelle, expliciter les voies du changement et ne pas en rester au ni-ni. Affirmer le besoin d'une autre Europe, travailler nos propositions, travailler aux luttes transnationales, aller au-delà du forum de Marseille ; enfin dire que la France n'est pas la Grèce et que notre pays peut désobéir aux traités et aux directives. Sur le rassemblement, oui il ne faut pas renoncer au rassemblement des forces progressistes. Si nous sommes vertébrés nous résoudrons notre débat entre liste communiste et liste de rassemblement.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Ne participons pas au discours « simpliste » anti-européen. Par exemple, ce n'est pas l'Europe qui décide un processus dérogatoire pour fermer la frontière franco-italienne aux migrants qui coûte 50 000 euros/jours, c'est l'État français, tout comme la politique des visas. Nous avons besoin de porter la nécessité d'une Europe solidaire et humaine, de redonner de l'espoir en un projet européen social. Rappelons-nous que le PCF et le Front de gauche ont permis l'élection d'une députée européenne « d'ouverture » M.-C. Vergiat. Les élections européennes ne se joueront pas seulement sur les questions économiques mais aussi de liberté individuelle et collective. Nous avons alors besoin de cet appel clair de rassemblement des forces de gauche, progressistes et écologiques, pour ouvrir des brèches contre le libéralisme économique et le repli nationaliste. Le temps des noms, des porte-parole, des candidats viendra plus tard.

Vincent Boulet – Paris

La question européenne, dans un contexte de décompositions économiques, sociales, politiques et idéologiques, revient à poser la question de l'articulation entre ce que les peuples peuvent porter au niveau national et ce qui relève de coopérations européennes. C'est la question de la modalité d'exercice de la souveraineté populaire. De même, la question du rassemblement et celle de la visibilité du Parti doivent être prises simultanément. C'est ce faisant une offre politique à la gauche politique et sociale que le PCF aura prise sur le champ politique. Cette offre politique, posant les enjeux historiques et les risques majeurs de régression, peut porter sur quelques points ouvrant des brèches dans la construction libérale de l'UE : démocratie, égalité des droits, utilisation de l'argent, services publics, système européen de salaires minimum.

Adrien Tiberti – Paris

Pour s'opposer à l'Europe du capital, il faut construire un rassemblement large : du NPA à la FI en passant par Génération.s et EELV. Seule une liste de cette ampleur pourra être en mesure de battre la liste Macron, représentant de l'Europe du capital. Mais pas de naïveté, nos partenaires potentiels n'ont pas intérêt à ce rassemblement car le scrutin proportionnel offre la possibilité de se compter... Nous devons donc entrer en campagne rapidement et cela n'est possible qu'en désignant des chefs de file. Ils auront à porter le drapeau de l'union et nos propositions.

Dominique Tripet – Loiret

Défendre les droits des femmes, ce n'est pas qu'un item dans un texte. Il nous faut chausser nos lunettes féministes pour reconnaître que lorsque nous défendons les services publics, majoritairement ce sont des femmes qui en sont usagères, idem pour les transports publics, etc. Quand se profile aux européennes, nombre d'élue.s bleu, très bleu, ce sont les droits des femmes qui vont être attaqués rapidement et violemment en premier : attaques sur droit IVG (Pologne, Italie, Espagne), sur l'accès à la contraception, la santé (plus de praticiennes pour dépister cancer utérus, sein, etc.). Attaques sur l'école maternelle, avec professeur.e.s des écoles déplacé.e.s pour dédoublement classe de CP. Pas de crèche. Retour à la maison des femmes. N'ayons pas peur, luttons ensemble, femmes et hommes. Quelle société voulons-nous ? Egaux et égales !

Bora Yilmaz – Meurthe et Moselle

1) C'est très positif d'entrer en campagne dès aujourd'hui, dans une situation politique et sociale qui permet au PCF de se remettre en mouvement après la séquence catastrophique de 2017, et parce que, si on est convaincu de la nécessité de travailler à des convergences, il faut commencer par affirmer les bases sur lesquelles rassembler. 2) Pour entrer en campagne, il faut de l'incarnation, je regrette que nous ne soyons pas en capacité de mettre dès aujourd'hui un groupe de porte-parole qui mette en valeur le travail des sortants, le travail du secteur Europe avec Anne et la représentation du Parti dans les régions. 3) Il faut mener le débat tactique, pas seulement un vague débat stratégique à long terme. Quels moyens mettre en œuvre pour cette bataille de mai 2019 ? En l'état des rapports de force, si nous avons 4 ou 5 listes sur notre espace politique (entre Macron et Mélenchon), nous risquons d'être inaudibles sur notre vision de l'Europe, si pertinente soit-elle, et de tous courir à l'échec.

Patrick Le Hyaric – Seine-Saint-Denis

Nous pouvons et devons mener une belle bataille pour une évolution révolutionnaire de la construction européenne en articulant bien la vie réelle, les aspirations, les luttes à un nouveau projet européen aux services des peuples, co-construit par eux. Porter l'enjeu démocratique comme but et moyen d'une refondation progressiste avec nos propositions de fonds européen par le développement humain et environnemental, l'appropriation sociale et publique de la BCE et de l'euro, le combat contre l'évasion fiscale, des propositions audacieuses pour la jeunesse, porter mieux les enjeux du travail sécurisé combinés avec la formation dans toute l'Europe, un projet solidaire avec les salariés ici et dans les autres pays européens. L'alternative n'est pas entre intégration capitaliste plus poussée national-capitalisme ou frexit mais capitalexit

Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales

La situation en Catalogne se dégrade alors qu'il s'agissait au départ d'une démarche pacifique des indépendantistes, qu'on la partage ou pas. Les arrestations se poursuivent, Carles Puigdemont est menacé d'extradition. Portons haut dans la bataille européenne cette question de l'attaque gravissime au cœur de l'Europe contre les droits et libertés démocratiques fondamentaux du peuple catalan et de ses élu-e-s. Face au silence assourdissant des dirigeants européens, au soutien sans condition de Macron à Madrid, faisons grandir notre mobilisation, nos actions et expressions de solidarité. D'ores et déjà notre intervention est appréciée. Continuons !

Bob Injey – Alpes-Maritimes

Le rassemblement est un exercice difficile et complexe. Si on désigne maintenant 4 porte-parole/candidats, on envoie le message que nous fermons la porte à un rassemblement, même si c'est difficile à construire. Et s'il suffisait de désigner des porte-parole pour exister on le saurait depuis longtemps. Notre problème, pour être visibles il faut déjà être lisibles. Ce n'est pas le cas de la résolution qui va désespérer les communistes qui veulent pouvoir lire des choses claires, incisives et qui leur soient utiles pour rayonner autour d'eux.

Raphaël Debu – Rhône

Notre position sur l'UE est complexe, nous l'assumons et devons donc être très clairs dans nos propositions. Ainsi fusionner les fils rouges 1&2 et ordonner les axes selon ses 3 points. Cette parole doit impérativement être incarnée par 4 porte-parole, parce que c'est en étant dynamiques qu'on sera attractifs. Et c'est avec cette équipe « locomotive » qu'on pourra mettre en mouvement les camarades, populariser notre projet et vision, et donc construire un rapport de force utile dans la société. Et c'est dans cette position que l'on pourra discuter de rassemblement. Enfin, proposition de slogan : « Europe : Liberté, Egalité, Fraternité », en concordance avec les fils rouges.

43 Haloui Fabienne – Mail - Vaucluse

Nous affirmons vouloir apparaître comme une force de proposition car trop identifiés à une force CONTRE sauf que cela n'apparaît pas dans le texte qui propose des affirmations négatives. Je propose un titre qui induise à la fois le besoin de changement et celui de l'action et du nécessaire rapport de forces à construire : « L'EUROPE ON LA CHANGE OU ON LA BLOQUE ! » en affirmant notre vision de l'égalité, de la solidarité de classe entre européens contre néo-libéraux et l'extrême droite, et en réaffirmant notre opposition à la sortie de l'Euro et de l'Union européenne ainsi qu'à l'indépendantisme français.

Inscrivons notre démarche dans un processus de rassemblement des forces progressistes articulant niveau national et niveau européen car l'enjeu est bien de peser à l'échelle européenne et mondiale. Portons à la connaissance des communistes les interventions de nos deux députés européens Marie-Pierre Vieu et Patrick Le Hyaric qui permettent de saisir tous les enjeux. Je suis opposée à la désignation de porte-paroles, notre objectif premier est d'afficher notre volonté de rassemblement

Gisèle Malaval – Aube

Pour rassembler il faut exister : les communistes doivent d'abord faire connaître leur projet pour l'Europe avec des porte-parole, en partant de thèmes liés à la lutte contre le capitalisme servi par les gouvernements au pouvoir en UE (BCE, écologie, précarité de la situation des femmes, services publics...) Le rassemblement se fera ensuite et probablement sans les appareils politiques mais avec les forces syndicales, associatives et les citoyens. Les communistes sont prêts à se lancer dans la campagne si on ne leur demande pas de mettre leur drapeau dans leur poche.

Yves Jamain – Vienne

On va en baver pour un moment, il faut préparer l'avenir. Avoir une stratégie sur le long terme, et que les élections européennes s'inscrivent dans cette stratégie. Besoin d'une ligne claire, lisible, cohérente dans le temps et l'espace, dans la durée, qui permette d'être identifiés sur quelques grandes idées. Il y a une idéologie qui considère que le taux de profit est plus important que les humains. Porter la révolte, une société de partage... le social et l'écologie sont deux préoccupations majeures. « L'Humain d'abord » reste un mot d'ordre qui parle, « une France libre et souveraine dans une Europe solidaire », « on la change ou on la bloque » ça parle aussi. Identifier les cibles, les messages pour les atteindre et continuer de marteler. Les communistes ont certainement une reconnaissance de porter toujours le rassemblement il ne s'agit pas de casser cela. Pour autant il ne faut pas non-plus être les derniers à partir en campagne.

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

LERM-Modem veut faire de ce 1er test électoral une confirmation de 2017 (les partielles montrent une difficulté à convaincre au-delà de son socle électoral, à remporter des élections à deux tours) et un acte fondateur d'une majorité libérale-compatible au niveau européen, alors que les partis d'extrême-droite, de droite eurosceptiques ont connu une forte progression dans l'UE (ex :Italie). Porter et défendre nos idées doit permettre de déjouer le piège que va utiliser la majorité présidentielle, celui d'un référendum pour ou contre l'Europe. Une difficulté grandit : pour les citoyens se situer proche d'un parti alors plus de 90% d'entre eux se situent sur une échelle gauche/droite. S'identifier à un camp reste d'actualité. Ce camp se construit sur des idées fortes, l'action concrète avec l'objectif mis en partage, tant socialement que politiquement, de gagner des reculs, voir des victoires. Contenus transformateurs et volonté d'une plateforme commune, les deux caractérisent une politique de rassemblement.

Vincent Bouget – Gard

Pour les élections européennes, il y a la nécessité de partir du mouvement social, de poser les questions politiques à partir des expériences de ceux qui luttent. Il faut avoir l'ambition de faire rentrer les communistes, et au-delà tous ceux qui luttent, dans le débat. C'est d'abord l'expression de propositions claires, lisibles, de rupture, qui permettront de faire grandir la conscience politique et de repolitiser sur le fond la question de ces élections. Nous avons déjà des porte-parole, en nommer d'autres aujourd'hui reviendrait à annoncer des candidats. Il faut travailler dans une démarche politique globale. Pour les européennes, il faut clarifier entre nous certains points (euro, plan B...) être identifiés à quelques thèmes, et ne pas avoir peur de marquer une

critique forte sur l'UE. Nous devons porter le rassemblement, le rendre inévitable. Deux propositions : une expression forte sur la fin du FEAD (Fonds européen d'aide aux plus démunis) et une marche sur Bruxelles.

Amandine Demore – Isère

La question de l'égalité femmes-hommes doit être transversale. Cela passe dans un premier temps par la féminisation de tous nos documents afin de s'adresser à toutes et à tous. Nous devons également ne pas oublier la question de l'égalité salariale dans les grands enjeux pour l'Europe demain. Oui pour désigner rapidement des porte-parole. Non à des candidat-e-s dans l'immédiat afin de mener le plus sereinement possible le travail primordial de rassemblement.

Mahama Compaoré – Calvados

La mondialisation actuelle est capitaliste et guerrière. Capitaliste parce qu'il y a concentration de la richesse aux mains d'une poignée qui ne reculent devant rien. Le retour de la politique de blocs doit nous interpeller. La réélection de Poutine avec la manière que nous connaissons, la présidence à vie que Xi Jinping a obtenu en Chine préparent des affrontements de nature stratégique, politique, économique...) Les guerres (Proche et Moyen-Orient) prolongent ce qui va préfigurer demain la guerre bloc contre bloc. Dans ce contexte, quelle peut être notre ambition pour l'Europe ? : une Europe pour les gens avec leurs préoccupations ; une Europe pour la paix ; une Europe accueillante (avec le problème des migrants en militant contre les « dublinés »). Sur l'incarnation et le rassemblement, préparons-nous à aller avec des camarades ; en premier lieu, nos élu-e-s sortant-e-s et en même temps porter le rassemblement à gauche.

Aline Guitard – Rhône

Je suis d'accord pour articuler la campagne autour des fils rouges, en ayant un message percutant et positif, en affichant fortement ce que l'on porte et propose plutôt qu'être dans une rhétorique de l'opposition. Je crois également que nous devons sortir de l'opposition entre les idées, le fond et ceux qui les portent et l'incarnent. Si les idées, les valeurs sont essentielles pour nous, le système médiatique fait que sans une incarnation forte, les idées ne passent pas, ne portent pas. Nous devons d'ici au CN de juin avoir défini des critères et avoir des noms à proposer (sortants, syndicalistes, diversité...) pour entrer en campagne médiatique vite. Car rassembler ce n'est pas s'excuser ou se cacher, c'est aller à la table des négociations en étant clair et identifié.

56 André Mondange – Isère (?)

Je partage l'idée que nous devons être les porte-drapeaux de l'unité, du rassemblement, pour les européennes s'il y a alliances avec d'autres forces politiques, elles doivent se faire sur un vrai projet politique. Il faut, à mon avis, que l'on soit porteurs d'une politique européenne de coopération industrielle de type Airbus, il faut aussi que nous soyons porteurs d'une politique européenne de l'écologie, avec par exemple une harmonisation des normes, des règles, notamment dans l'industrie, sur les questions environnementales, sur les règles et le suivi médical

des travailleuses et des travailleurs. Comment accepter que l'Allemagne après sa décision d'arrêt du nucléaire pour soi-disant des raisons de sécurité et de protection environnementale relance à fond l'exploitation du charbon ? Sur les questions de protection de la santé des travailleuses et des travailleurs, il y a encore des pays européens où l'amiante n'est pas interdite, ou des femmes enceintes sont exposées à des produits qui agissent sur la génétique. Nous pourrions être porteurs d'une proposition pour un suivi longitudinal de tous les salariés qui travaillent dans les industries à risques avec un carnet de santé qui suive les salariés avec toutes les expositions auxquelles ils ont été contraints durant leurs carrières.

Toutes ces questions sont d'ores et déjà posées, voulons-nous vivre pour travailler, ou considérons-nous que le travail et tout le travail peut et doit être un élément parmi d'autres pour vivre dignement ?

Laurent Péréa – Dordogne

Bien mesurer les choix européens notamment des migrants, c'est aussi des choix avant tout nationaux, des choix français ici. Donc, une question : est-ce que le tapis va continuer à se dérouler à l'aune de ces européennes ? Sur la question des migrants, d'un côté il faut solidarité, afin d'alimenter débat politique. En ça, le Manifeste sur les migrants, que nous avons travaillé avec d'autres, peut être un outil de la bataille européenne qui s'ouvre en termes de vision humaniste de la société. Une autre question importante, celle de la démocratie et souveraineté populaire minée en permanence par les néo-libéraux. Besoin de faire front contre ce qu'ils activent pour passer outre des résistances. Les résolutions et déclarations reprennent bien ces axes de bataille. Sur candidatures, attention en précipitant le débat trop tôt, à ne pas rabougir notre démarche de rassemblement. Travailler d'abord notre intervention à partir de la vie concrète et des attentes que quelque chose se passe enfin à gauche.

Remerciements pour leur aide précieuse à Jacqueline Lamothe, Myriam Massou, Marianne Parmigiani, Monique Renault.

Déclaration adoptée par le Conseil national des 30 et 31 mars 2018

Les communistes à l'offensive Faisons dérailler Macron !

Dans tout le pays, se lève un vent de contestation contre la politique Macron.

Les patient·e·s, les personnels de l'hôpital public, des EHPAD refusent les logiques comptables et veulent des soins de qualité ; les enseignant·e·s et les parents d'élèves sont vent debout contre les fermetures de classes ; les étudiant·e·s manifestent pour une université de l'égalité et de la réussite, les usager·e·s et les cheminot·e·s tiennent à leur train et refusent la privatisation de la SNCF ; les locataires et leurs associations se mobilisent pour préserver le logement social, les usager·e·s et les personnels se lèvent pour des services publics de qualité et de proximité contre la braderie aux grands groupes du CAC 40 de l'eau, de l'énergie, des aéroports, de la Française des jeux...Les femmes revendiquent des moyens financiers et humains pour conquérir l'égalité dans tous les domaines. Les maires et les élu·e·s s'élèvent contre les politiques d'austérité qui frappent les collectivités locales. Les retraité·e·s se sont mobilisé·e·s le 15 mars pour faire valoir leur droit à une vie décente. La mobilisation du 22 mars, par son ampleur, sa diversité, nous a fait rentrer dans une nouvelle mobilisation sociale dans tout le pays.

Les communistes sont avec celles et ceux qui luttent. Elles et ils portent des propositions qui s'attaquent à la finance en proposant notamment une pétition pour que l'argent des banques et de la BCE soit mis à disposition des services publics. Ils travaillent à les rendre publiques, comme ils l'ont fait lors d'une conférence de presse le 20 mars pour la SNCF. Par leurs initiatives, ils cherchent à élargir le mouvement afin d'ouvrir un grand débat national posant l'avenir des services publics comme une réponse moderne aux besoins des habitant·e·s. C'est de notre République qu'il s'agit, de notre capacité collective à permettre l'exercice réel des droits fondamentaux pour toutes et tous les citoyens, quels que soient leur lieu de résidence et leur situation sociale.

Les communistes sont déterminé·e·s à agir avec les habitant·e·s, les organisations syndicales, les salarié·e·s, agents du service public, les forces politiques de gauche et écologistes et tous les élu·e·s attaché·e·s au développement de leur territoire pour s'opposer aux casses programmées, œuvrer au développement des services publics, construire des filières industrielles utiles pour le développement de la France. Notre proximité est une force, nous la mettons au service des luttes.

Les communistes appellent à faire du **19 avril une nouvelle grande journée de lutte et de mobilisation.**

SNCF : la bataille du rail ne fait que commencer !

Les communistes soutiennent et seront aux côtés des cheminot·e·s lors des journées programmées, dont la première aura lieu le mardi 3 avril. Ils seront présent·e·s dans les 280 comités locaux de sauvegarde d'une gare, d'une ligne. La bataille de l'opinion sera décisive. Près de 1 000 gares ont déjà fait l'objet d'au moins une distribution de tracts. Nous appelons toutes les organisations du Parti à programmer et à poursuivre les distributions de tracts, à organiser des débats autour des propositions qui ont été présentées par notre secrétaire national et les parlementaires communistes, à participer à toutes les initiatives publiques pour la SNCF.

Concernant les collectes de solidarité, nous demandons aux organisations du Parti de se rapprocher systématiquement des responsables syndicaux cheminots de leur secteur pour voir concrètement les modalités à suivre.

Le badge « *Mon train, j'y tiens* » est devenu un outil à la fois de popularisation de la lutte et de solidarité concrète. Vendons-le massivement.

Appelons les fédérations, en lien avec les conseillères et conseillers régionaux communistes-Front de gauche, les Adecr à interpeller les présidences de Région. Soutenons nos élu·e·s, nos maires pour gagner la bataille de l'opinion publique.

Tour de France des hôpitaux et EPHAD

D'ici juin, les parlementaires communistes auront visité de très nombreux établissements. **Le 21 avril**, la commission Santé-Protection sociale propose une journée de travail pour élaborer un projet de financement de l'hôpital public. **Le 5 juillet**, une rencontre se tiendra à l'Assemblée nationale avec les actrices et les acteurs de l'hôpital. Un grand mouvement doit se lever pour marquer, à l'automne, de nouveaux choix budgétaires dans le cadre du PLFFS.

Énergie / Alstom

Le secteur Energie se met en grève à partir du **3 avril**.

Dimanche 8 avril, nous lançons notre campagne contre la privatisation des barrages hydrauliques à Sautet, dans l'Isère et à Eguzon dans l'Indre, et le 28 avril, nous serons dans les Pyrénées. Un cahier d'acteur énergie est en préparation. La tournée des sites d'Alstom par les parlementaires communistes se poursuit.

Les éboueurs / les Ford / les Carrefour / les Air France...

Dans tout le pays, les communistes rencontrent et soutiennent les salarié·e·s et leurs luttes pour défendre l'emploi, donc l'intérêt collectif.

Éducation nationale

► Dans les universités, le mouvement s'amplifie. Les organisations communistes aident l'UEC, le MJCF qui jouent un rôle essentiel dans le mouvement. Les parlementaires communistes sont sollicités dans plusieurs assemblées générales de professeur·e·s, comme d'étudiant·e·s.

Conseils aux victimes, solidarités concrètes, mobilisations, les organisations du Parti ne céderont rien face aux attaques de groupuscules d'extrême-droite.

Une pétition est en préparation pour la liberté d'expression, la liberté d'opinion face à l'interdiction de nombreux débats dans les facultés.

► Dans ce moment de lutte dans l'Education nationale, le réseau Ecole organise **le samedi 26 mai** une journée de travail pour enrichir nos propositions et nourrir les débats.

► Face à la ségrégation dans les universités, nous appelons les organisations du Parti, en lien avec l'UEC et le MJCF, les Adecr à agir pour la préparation des inscriptions post-bac avec des syndicalistes étudiant·es. Nous n'acceptons pas que des milliers de bachelier·e·s se retrouvent sans affectation, ou dans une filière qu'ils n'ont pas choisie.

Culture

L'appel de Montreuil à la tenue de nouveaux Etats généraux de la culture suscite une adhésion forte. Les communistes sont partie prenante des combats contre la casse du service public de la culture et la précarisation des artistes et acteurs culturels.

Fonction publique

Personnels de maisons d'arrêt, fonctionnaires territoriaux, fonctionnaires de justice... Nous sommes de tous les rassemblements pour porter leurs revendications.

Démocratie – Changement de Constitution

Les organisations du parti, en lien avec nos groupes parlementaires, l'Anecr, prolongent localement les propositions du colloque du 5 mars organisé au Sénat. Tout changement constitutionnel ne peut se faire sans débat, sans information aux citoyen·nes.

Egalité femmes/hommes

Nous sommes de tous les mouvements et actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Les mouvements qui se lèvent en France et dans le monde contre toutes les violences faites aux femmes sont au coeur de nos combats quotidiens pour l'émancipation. Notre engagements et nos propositions nourrissent ce mouvement pour débarrasser notre société de la domination sexiste.

Les territoires oubliés : pour l'égalité et la dignité

Nous soutenons les élu·e·s locaux·ales qui s'investissent dans l'appel de Grigny. **Le samedi 9 juin**, les fédérations des Hauts-de-France, leurs élu·e·s appellent à marcher sur l'Elysée pour qu'aucun territoire ne soit oublié de la

République. Toutes les organisations du Parti travaillent à créer les conditions de la participation la plus large possible à cette marche.

Retraite des agriculteurs

La proposition de loi du groupe GDR à l'initiative d'André Chassaigne et d'Huguette Bello pour revaloriser les retraites agricoles, votée à l'Assemblée nationale, a été présentée au Sénat le 7 mars par le groupe CRCE. Le gouvernement a organisé un vote bloqué empêchant le vote au Sénat le 7 mars.

Faisons signer largement la pétition qui circule dans les fédérations rurales, sous format papier et sur le site change.org. Nous devons porter un maximum de signatures à Matignon **avant le 16 mai**, date à laquelle le groupe CRCE présentera à nouveau la proposition de loi au Sénat.

Logement social : un droit pour tous

Les actions se multiplient contre la loi Elan. Les maires communistes ont pris de nouveaux arrêtés anti expulsions.

Libertés syndicales

Le Syndicat des avocats de France a recensé des centaines de syndicalistes menacés de licenciement pour faits syndicaux. Les communistes sont activement solidaires.

Loi asile – Immigration

De nombreux militant.e.s communistes sont des actrices, acteurs de solidarité envers les migrant.e.s. De nombreuses déclarations montrent la colère vis-à-vis de la loi asile-immigration.

En collaboration avec des associations et des militants solidaires, le Parti communiste a travaillé à l'écriture d'un manifeste pour une France hospitalière et fraternelle. Il sera présenté le **19 avril** à Paris et permettra d'ouvrir le débat public sur la loi asile-immigration.

Le 1^{er} mai, bien sûr, nous serons aussi dans la rue et nous appelons les cellules, les sections, les fédérations à organiser le maximum de points de vente du muguet.

En Europe, l'humain d'abord, pas la finance !

Les élections européennes auront lieu le dimanche 26 mai 2019 en France. Les Français-e-s devront décider qui seront les 79 eurodéputé-e-s, en métropole et outre-mer, qui les représenteront au Parlement européen. Ces élections se dérouleront dans une Europe en crise économique, sociale, écologique, politique et civilisationnelle. Le PCF s'engage à offrir à notre peuple le choix de l'humain d'abord, du progrès social et écologique, celui du changement en France et en Europe, au service des intérêts populaires.

Depuis les premiers pas de la construction européenne jusqu'aujourd'hui, en passant par Maastricht, l'Acte unique ou le Non au référendum de 2005, les communistes se sont toujours opposé-e-s à la main mise des intérêts du capital sur la construction européenne, rendue possible par les dirigeants politiques libéraux. Nous alertions alors sur les risques de la crise économique, sociale, écologique, politique et même civilisationnelle vers laquelle conception nous menait.

Les gouvernements français ont participé activement à la rédaction des traités et en ont été des exécutants zélés. Aussi, avec les classes dirigeantes des autres pays, ils auront passé les dix dernières années à utiliser les outils communs européens, à la faveur de la crise financière de 2008, pour accélérer la destruction de notre modèle de société, avec la casse de nos services publics, des codes du travail, ainsi que la privatisation et les libéralisations des secteurs jusqu'ici protégés des lois du marché dans l'intérêt des populations, tout en protégeant les intérêts des actionnaires, des banques et multinationales par l'injection massive de liquidités dans le système bancaire, sans aucune condition sur l'emploi et l'écologie, la socialisation des dettes privées et la concurrence fiscale. Les inégalités ont explosé, dans et entre les pays européens, pendant qu'une minorité s'est enrichie. Nos sociétés souffrent, sont affaiblies face à la crise financière qui vient, et sont aujourd'hui incapables de relever les grands défis du monde : développement humain partagé, transition écologique, paix et sécurité collective, alors même que la politique irresponsable de Donald Trump, la montée en puissance de régimes autoritaires, la croissance des périls pour la paix du monde rendent plus nécessaire que jamais une Europe de la coopération.

Aujourd'hui, Emmanuel Macron défend toujours cette même orientation libérale en France et participe largement à pousser l'Union européenne vers plus d'intégration libérale et militaire, sous couvert de « modernité » et de « refondation ». Le budget de la France pour 2018 qui grève lourdement l'investissement dans les services publics et les collectivités locales, les lois travail 1 et 2, l'augmentation de la CSG, la casse des universités, la situation de l'hôpital et des EHPAD, la nouvelle réforme des retraites, et la privatisation de la SNCF et des services publics, en sont les preuves.

Mais, il est devenu impossible d'obtenir le consentement des peuples pour les « réformes » néolibérales, tant le rejet de cette UE est massif et très profond dans nos sociétés. C'est pourquoi, pour poursuivre leur projet et leurs objectifs de remodelages sociaux, les classes dirigeantes en Europe ont clairement opté, après le déni des référendum de 2005, pour un tournant autoritaire, en s'appuyant sur les institutions les moins démocratiques comme la Commission européenne, avec une méthode allant du contournement des parlements (comme avec le 49-3 et les ordonnances) et des souverainetés populaires jusqu'au coup d'état financier perpétré contre la Grèce, avec l'appui actif de la Banque centrale européenne et du FMI. La démocratie, les libertés politiques, comme en Catalogne, et les droits humains ont reculé à toute vitesse.

Nous voici entré-e-s dans une ère de régression civilisationnelle où la guerre est à l'horizon. La colère contre cette co-gestion par le consensus libéral provoque la sanction des pouvoirs établis, mais au profit de l'extrême droite et des démagogues des partis « attrape tout », dont les orientations xénophobes pèsent de plus en plus, jusqu'à la constitution de gouvernements droite-extrême droite, et une instrumentalisation nauséabonde de la question migratoire. L'appauvrissement, la concurrence, la peur du déclassement et le sentiment d'impuissance produisent dégoût et abstention, laissant la place aux solutions de repli national, de rejet xénophobe et autres phénomènes morbides. Le rapport des forces en Europe risque de se dégrader durablement pour la gauche et les progressistes. Le danger est grand d'avoir un Parlement européen dominé par une droite radicalisée, l'extrême droite et les populistes.

Les communistes ne seront pas les témoins horrifiés de l'accélération de l'intégration européenne néolibérale ou de la guerre des nationalismes. Nous refusons le piège idéologique tendu par Emmanuel

Macron d'une division entre « pro et anti UE » – ce même piège que nous avons su déjouer en 2005 – qui évacue la question du contenu des politiques menées, et de la responsabilité des gouvernements français qui ont tous soutenu et promu ces politiques. Nous ne pensons pas non plus que l'alternative à l'Union européenne libérale réside dans une sortie de l'UE et de l'euro. Croire que cette option, dans un monde d'interdépendances, permettrait à notre peuple de se dégager du capitalisme ou de la concurrence mondiale entre les travailleurs-euses et les peuples est une illusion. Les suites du Brexit en sont une dramatique illustration. Il y a également des défis mondiaux, comme l'enjeu écologique, la lutte contre l'évasion fiscale, les gigantesques capitaux spéculatifs mondiaux ou encore la domination du dollar, qui exigent une organisation à l'échelle régionale. D'ailleurs, les Français-es comme la plupart des peuples européens ne veulent plus de cette UE, mais ne veulent pas non plus en sortir.

C'est à travers d'intenses luttes pour la reconquête de pouvoirs sur les orientations de l'Union européenne, et pour le respect des souverainetés populaires et nationales que se situe la voie d'une refondation démocratique de l'Europe. C'est bien du local au global qu'il faut défendre les intérêts populaires et ouvrir des brèches dans l'édifice néolibéral. Les luttes en cours dans notre pays ont besoin d'un rassemblement social et politique uni face aux choix du Président, face à la droite et l'extrême droite, tant en France qu'en Europe. Pour être victorieuses, ces batailles doivent allier des propositions de rupture avec les choix européens actuels et des propositions de nouvelles constructions européennes.

L'élection d'eurodéputé-e-s communistes est indispensable pour défendre les intérêts populaires et rassembler largement les forces progressistes en France et en Europe.

Dans ce contexte, le PCF entre en campagne dès aujourd'hui, autour de 3 objectifs :

1/ Rompre avec l'UE libérale et porter une vision alternative de la coopération entre les peuples : au service des intérêts populaires et internationalistes. Qui décide, qui dispose des outils communs et pour quels intérêts ? Voici la question que nous souhaitons porter dans le débat public en France et en Europe. C'est une question de classe et de démocratie majeure. **Nous voulons l'Europe de l'humain d'abord, non de la finance. Nous voulons une France libre dans une Europe solidaire.** Nous voulons donc une France et des député-e-s européen-ne-s français-e-s qui agissent de manière offensive, à partir des luttes et avec toutes les forces progressistes, autour de 4 fils rouges et 14 priorités.

4 grands « fils rouges »

1. Contre l'Europe de la concurrence, de l'austérité et du chômage : nous voulons l'Europe de l'humain d'abord. Notre campagne portera avant tout sur la réponse aux besoins humains et écologiques.
2. Nous ne voulons plus l'Europe de la finance. L'argent doit être mis au service d'objectifs sociaux et environnementaux.
3. Nous ne voulons plus de l'Europe des coups d'état financiers. Nous voulons l'Union des peuples et des nations libres, souverains et associés. Nous voulons que notre pays puisse négocier librement les contours de sa participation à l'UE, à travers une construction à géométrie choisie et dans le respect de la souveraineté populaire. Nous voulons une France libre dans une Europe solidaire.
4. Nous ne voulons pas d'une Europe dominatrice, militariste et forteresse. Nous voulons un modèle de coopération régionale qui change la mondialisation, au service de la paix, des échanges justes et capable de penser les mobilités humaines.

14 engagements pour la campagne et les candidat-e-s communistes pour l'humain et la planète

- Pour les services publics : moratoire sur les directives de libéralisation, abrogation du traité budgétaire et plan d'investissement européen d'urgence pour les transports, la santé, le logement, l'école, les échanges universitaires type Erasmus, et la formation. Pour une Europe des communs numériques, de la neutralité du net, de la protection des données personnelles.

- Pour en finir avec le dumping social : mise en place en France d'une clause de non régression et harmonisation par le haut des revenus, droit du travail et des droits sociaux, à partir de la méthode de l'européen-ne le/la plus favorisé-e, salaire minimum européen.
- Pour la conquête de nouveaux droits visant l'égalité femmes/hommes dans tous les domaines, défense du droit des femmes à disposer de leur corps (IVG, contraception) et mesures de lutte contre les violences faites aux femmes.
- Pour la défense de l'environnement, plan d'investissement dans la transition énergétique et écologique.
- Pour un développement industriel équilibré, respectueux des territoires et des salarié-e-s, innovant au plan social et environnemental.
- Pour une alimentation saine et une réforme de la PAC qui favorise l'agriculture paysanne.
- Pour une Europe du partage des cultures et des langues, ouverte sur le monde : une Europe protectrice de la création et des créateurs et créatrices, des droits d'auteur-e et de la diffusion des œuvres, favorisant la diversité culturelle et le multilinguisme, protégeant l'exception culturelle contre la mainmise des GAFAs, développant à l'inverse les programmes et les échanges artistiques et culturels.
- Création d'un fonds européen de développement social et écologique abondé par la BCE, pour financer une vaste expansion, en coopération, de tous les services publics en Europe.
- Justice fiscale : lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales, lutte contre les paradis fiscaux, taxe sur les transactions financières et les GAFAs, harmonisation des taxes sur les bénéfices des entreprises à un haut niveau.
- Remise à plat du fonctionnement des institutions financières : mise sous contrôle démocratique et changement du rôle et des missions de la BCE pour que le crédit bancaire aux entreprises appuie les investissements développant l'emploi, en quantité et en qualité, et la formation et dissuade les opérations financières, la spéculation et les délocalisations.
- Révision des équilibres institutionnels : la primauté aux instances élues et respect des choix souverains des peuples, renforcement des pouvoirs du Parlement européen et des parlements nationaux, révision de la procédure d'initiative citoyenne européenne.
- Pour une politique hospitalière à l'égard des migrant-e-s en rupture avec l'Europe forteresse et contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie et les discriminations.
- Pour des traités internationaux de maîtrise des échanges commerciaux et des flux de capitaux subordonnés au développement commun de l'emploi, de la santé et de l'écologie, à l'opposé des traités de libre échange : refus de tout nouvel accord dégradant les conditions sociales et environnementales des pays européens.
- Pour la Paix : une France qui s'affranchisse de l'OTAN, refuse le projet de défense européenne, et agisse pour une conférence de paix et de sécurité collective en Europe, type « Helsinki 2 ».

Nous mettons cette vision et ces priorités dès aujourd'hui au service des luttes et au pot commun des convergences possibles entre forces de gauche.

2/ A partir de cette vision, travailler les convergences pour construire une liste porteuse de l'objectif « L'humain d'abord, pas la finance » et faire élire des député-e-s communistes et de gauche, capables de défendre les intérêts populaires et de porter une autre voix de la France que celle de Macron ou de la droite LR et de l'extrême droite. A l'heure où Emmanuel Macron cherche à faire de l'élection européenne un referendum « pour ou contre l'Europe » afin d'élargir ses bases politiques, de remporter une victoire, et de poursuivre la recomposition politique en France à son avantage, le monde du travail,

toutes celles et ceux qui luttent contre sa politique, la jeunesse qui « vaut mieux que cela » et les femmes qui sont en train de bouleverser profondément et durablement les rapports humains, doivent ensemble mettre un coup d'arrêt au rouleau compresseur néolibéral. A l'heure où le Front national reste une force structurante du paysage français, et où des convergences se cherchent avec la droite radicalisée, nous ne pouvons acter l'éparpillement des forces de gauche façon puzzle. Les forces progressistes peuvent porter un coup à Macron et ouvrir un espoir pour l'avenir de notre pays et de l'Europe.

Le PCF lance un appel aux actrices et acteurs du mouvement social et citoyen, à toutes les forces de gauche opposées à la politique de Macron pour construire une plateforme commune et une liste qui incarnent le choix fondamental de l'humain face à la finance, avec l'objectif de disputer la victoire aux tenants de l'Europe du capital et du repli nationaliste. Cette liste devrait viser une très large ouverture aux acteurs du mouvement social et pourrait permettre une convergence des forces politiques progressistes, dans le respect des différences mais autour d'objectifs communs. En tout état de cause, le PCF prendra ses responsabilités pour construire une liste de rassemblement.

3/ Unir et renforcer les forces progressistes dans le Parlement européen autour d'axes politiques ouvrant des brèches dans la construction libérale de l'UE. Selon les premières projections, le rapport de force pourrait une nouvelle fois se dégrader en faveur de la droite radicalisée, des populismes et de l'extrême droite. Dans le même temps, la crise de la sociale démocratie et l'existence de forces en rupture avec la ligne libérale et les grandes coalitions, l'émergence de partis progressistes nouveaux, peuvent, à condition d'un travail politique de convergence de qualité – à l'image des efforts fournis dans le cadre du Forum européen de Marseille – faire passer une étape de développement de notre groupe parlementaire, travaillant la cohérence politique et défendant un fonctionnement confédéral, comme c'est le cas aujourd'hui avec la GUE/NGL, ce qui permet la liberté dans la solidarité. Dans cette optique, nous exprimons notre opposition ferme aux logiques de division. L'issue positive pour les peuples réside dans notre capacité à dépasser ces débats pour porter ensemble, dans un front commun européen et dans le Parlement, les intérêts et les besoins populaires. La présence d'eurodéputé.e-s communistes français-es sera décisive pour y parvenir.

Le CN se dote d'outils pour engager dès aujourd'hui la campagne.

- Nous lançons dès aujourd'hui une campagne d'information et de débats publics pour l'élaboration de propositions concrètes à partir de la vision et des priorités de campagne, et organiserons la diffusion de masse de notre appel dans les luttes et auprès des forces progressistes.
- Nous lançons une pétition pour une autre utilisation de l'argent en Europe – et donc de l'euro – présentant la proposition de fonds européens de développement social et écologique.
- Un bilan des député.e-s du Front de gauche sera édité sous forme de fascicule pour la Fête de l'Humanité.
- Nous demandons que soient organisées dans les médias les conditions d'un véritable débat démocratique pluraliste. Les dispositions qui figurent dans le projet de loi gouvernemental sont à cet égard inacceptables.
- Nous rendrons publique une lettre de réponse à la proposition d'Edouard Philippe de participer au comité de surveillance transpartisan des « consultations citoyennes sur l'Europe ».
- Nous constituons sans attendre une équipe nationale de campagne rassemblant l'équipe d'animation du chantier Europe et les secteurs du Parti concernés. Elle est chargée de rédiger dans la semaine l'appel aux forces sociales et politiques, d'établir un agenda de campagne, des matériels et initiatives publiques. Sous la responsabilité du CEN et en lien avec les fédérations, elle est chargée de rassembler les propositions de candidatures nécessaires à la construction de la liste large que nous visons. Au CN de juin, elle soumettra de premières propositions, avec comme objectif la finalisation de la liste à l'automne.